Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat (Pacte)

Chloé Alexandre, Florent Gougou, Erwan Lecoeur, Simon Persico

▶ **To cite this version:**

Chloé Alexandre, Florent Gougou, Erwan Lecoeur, Simon Persico. Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat (Pacte). [Rapport de recherche] Sciences Po Grenoble; Pacte - Université Grenoble Alpes. 2021, 43 p. halshs-03342838

HAL Id: halshs-03342838
https://shs.hal.science/halshs-03342838

Submitted on 13 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RAPPORT D'ÉTUDE

GRANDE ENQUÊTE « MOUVEMENT CLIMAT »

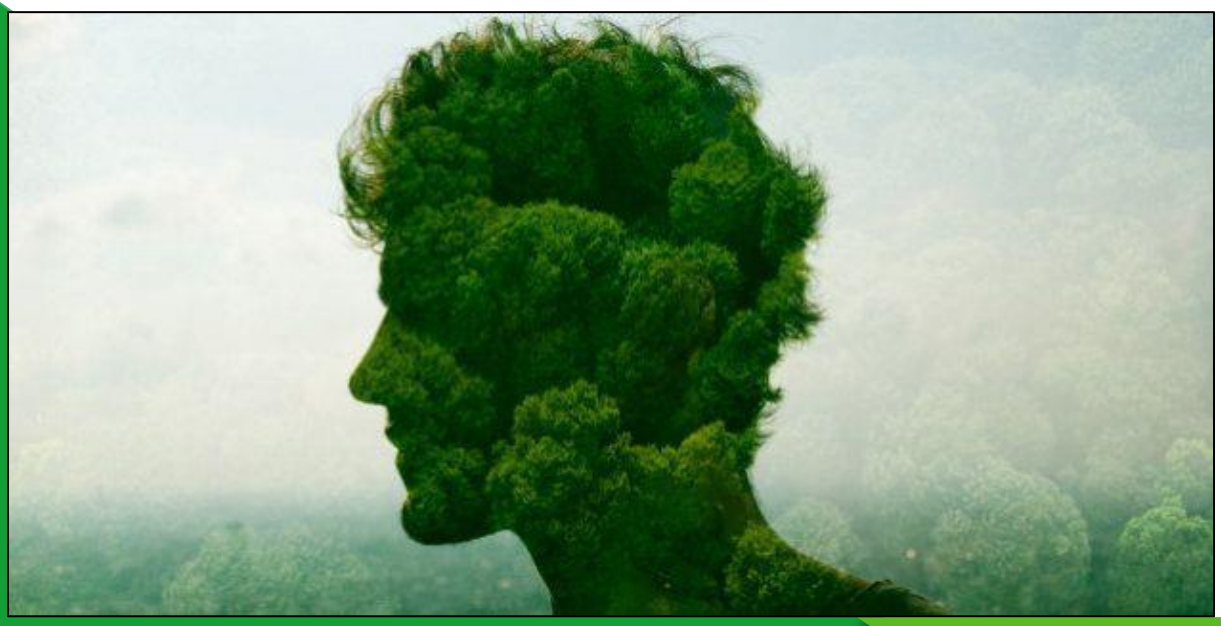
À destination des organisations partenaires qui ont participé à la diffusion de l'enquête

Septembre 2021

Chloé Alexandre - Florent Gougou - Erwan Lecoeur - Simon Persico

Sciences Po Grenoble, Université Grenoble Alpes, PACTE

Contact : prenom.nom@iepg.fr



Pensées vertes• Crédits : Jasper James - Getty

AVANT-PROPOS

Ce projet de recherche est né fin 2019, alors que les marches pour le climat rencontraient un succès et un soutien important, en France comme ailleurs dans le monde, témoignant d'un mouvement social plus large fondé sur la prise de conscience environnementale et la priorisation de cet enjeu dans les attentes des citoyens.

Chercheurs et politistes, nous sommes spécialisés dans l'étude du « conflit politique », c'est-à-dire à la fois la manière dont les acteurs institutionnels, politiques et la société civile font émerger des thèmes dans le débat public, et la manière dont les prises de position des uns et des autres s'accordent ou s'opposent ensuite. Attentifs aux grandes évolutions sociétales, nous nous travaillons également sur l'état des valeurs des citoyens, leurs évolutions, leur articulation. Plus profondes que les opinions sur des sujets précis, les valeurs sont des idéaux, des conceptions profondes sur la vie en société qui structurent les représentations et les actions d'un individu.

Les mouvements sociaux, et particulièrement les nouvelles formes qui émergent ces dernières années, sont au croisement de ces deux intérêts de recherche. Qu'ils soient très structurés ou plus nébuleux, les mouvements sociaux sont des véhicules importants de politisation, qui mettent en avant des problèmes, et interpellent les pouvoirs publics, les acteurs politiques et tout un chacun à se positionner. Les mouvements sociaux, entendus comme les activistes et manifestants que l'on peut décompter, mais aussi comme son halo de soutien diffus dans la société, forment par ailleurs des communautés éphémères qui prennent corps autour de valeurs et d'intérêts communs.

Tout comme nous avons pu interroger la nature du mouvement social des Gilets Jaunes ayant eu court de 2018 à 2019, les mêmes questions, « qui sont-ils socialement et politiquement ? », « que veulent-ils ? quelle est leur société désirable ? », peuvent être posées à propos des participants et soutiens du mouvement climat afin d'en dresser le portrait. De plus, alors que la prise de conscience environnementale s'étend progressivement dans la société, de nouvelles questions se posent :

D'une part, quelles sont les stratégies les plus efficaces pour peser sur l'élaboration de politiques environnementales ? Les écologistes doivent-ils briguer le pouvoir eux-mêmes ou favoriser les politiques climatiques en collaborant avec ceux qui sont au pouvoir ? Doivent-ils faire pression sur les décideurs par des protestations et des actions de désobéissance civile ? Quel niveau de conflit et de violence est légitime pour atteindre ces objectifs ? Le temps est-il suffisant pour prendre des décisions politiques de manière démocratique ou faut-il

recourir à des décisions autoritaires fondées sur l'expertise scientifique ? L'urgence environnementale justifie-t-elle le dépassement de certains droits ? Quel rôle l'action individuelle doit-elle jouer dans la lutte contre le changement climatique, par rapport à l'action gouvernementale ?

D'autre part, à quoi devrait ressembler la société écologique ? Les écologistes doivent-ils incarner une alternative modérée mais souhaitable, ou doivent-ils se considérer ouvertement comme des militants anti-système qui prônent un changement systémique radical ? Les vrais écologistes sont-ils nécessairement anti-capitalistes ? Le progrès technologique peut-il fournir des solutions pour s'adapter aux nécessités d'une faible émission de carbone ou fait-il partie du problème ? La croissance verte est-elle possible et/ou souhaitable ? Le contrôle de la croissance démographique fait-il partie de la solution ou constitue-t-il une atteinte inutile aux droits de l'homme ? Comment intégrer les intérêts des "non-humains" dans le processus politique ? Dans quelle mesure la crise environnementale est-elle liée au patriarcat ou aux structures de pouvoir post-coloniales ?

Ici se situent les objectifs de notre étude. Soucieux de la transparence de notre travail et sensibles à la nécessité que le fruit de la recherche scientifique soit mis à la disposition du plus grand nombre, nous produisons ce rapport qui présente les premiers éléments issus de notre enquête. Les analyses approfondies sont en cours et permettrons de nourrir la discussion scientifique sur la nature et les effets du mouvement climat. Néanmoins, les constats descriptifs que nous commentons ici permettent déjà de dresser le portrait sociologique et politique des sympathisants et activistes du mouvement climat français.

Comme nous nous y étions engagés auprès des diverses organisations et associations qui prennent part au mouvement climat et qui nous ont aidé à la diffusion de notre enquête (voir la section méthodologie), nous leur réservons la primeur de ce rapport, et profitons de ces quelques lignes pour les remercier à nouveau pour avoir répondu positivement à nos sollicitations et pour leur confiance sans contrepartie dans notre travail.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS **2**

SOMMAIRE **4**

METHODOLOGIE **5**

1- UNE DÉFINITION LARGE DU « MOUVEMENT CLIMAT » POUR PRENDRE EN COMPTE LES DEGRÉS D'ENGAGEMENT 5

2- UN QUESTIONNAIRE AXÉ SUR L'ÉVALUATION D'AFFIRMATION TRÈS MARQUÉES ET LE POSITIONNEMENT SUR DES DILEMMES 6

3- RÉSEAUX SOCIAUX ET PARTENARIATS POUR ATTEINDRE LA POPULATION CIBLE 6

RESULTATS **8**

1- UN ENGAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT BIEN PLUS IMPORTANT QUE CHEZ LES FRANÇAIS MOYENS, MAIS AVEC D'IMPORTANTES NUANCES 8

Des répondants très engagés personnellement pour l'environnement 8

Un gradient d'engagement au sein du mouvement climat 9

Proximité aux organisations du mouvement climat et niveau d'engagement 11

2- UN MOUVEMENT CLIMAT PROCHE DE LA SOCIOLOGIE DE EELV, MAIS SANS SOUTIEN AUTOMATIQUE 12

Une population majoritairement jeune, urbaine, féminisée, et éduquée 12

Une population relativement politisée et ouvertement ancrée à gauche 15

Plus on est engagé pour l'environnement, plus on est politisé et de gauche 16

Une population sensible à la justice sociale, à l'ouverture culturelle et l'intégration européenne 17

3- ECO-ANXIETE, SOBRIETE TECHNOLOGIQUE ET ECONOMIQUE, REDEFINITION DES PRIORITES 19

L'environnement, un problème majeur, structurel et anxiogène 19

Eco-centrisme et méfiance à l'égard du « progrès technologique » 20

Retour à la sobriété économique, et justice environnementale 21

Régulation des comportements et impasses démocratiques en contexte d'urgence 22

4- URGENCE CLIMAT : QUI DECIDE ? COMMENT AGIR ? 24

Une critique des institutions politiques traditionnelles située entre une aspiration pour le renouvellement démocratique et la légitimité des experts 24

Une tolérance pour la désobéissance civile, un pari sur les actions citoyennes 27

Un rapport à la violence très mitigé 28

5- L'ESPACE DES POSSIBLES ÉLECTORAUX 29

Le meilleur parti sur les questions environnementales 29

Quel candidat pour 2022 ? Les 7 familles au sein du mouvement 30

6- L'ENVIRONNEMENT, UNE QUESTION GENRÉE ? 34

7- L'ENVIRONNEMENT, UNE HISTOIRE DE GÉNÉRATION ? 36

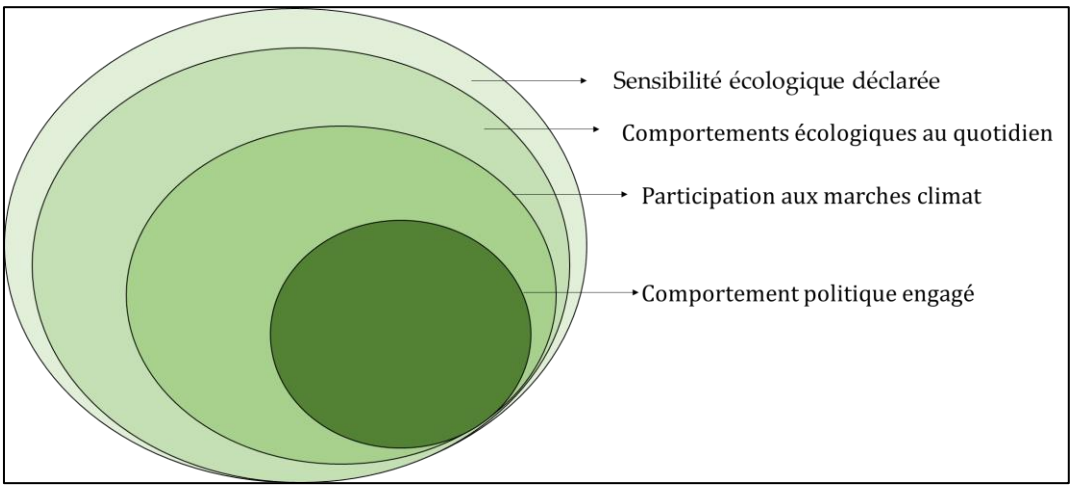
8- L'ENVIRONNEMENT, UN NOUVEL ENJEU SOCIAL ? 40

METHODOLOGIE

1- UNE DÉFINITION LARGE DU « MOUVEMENT CLIMAT » POUR PRENDRE EN COMPTE LES DEGRÉS D'ENGAGEMENT

Nous adoptons une **définition du mouvement climat très large**, bien plus vaste que la somme des individus qui prennent physiquement part aux récentes manifestations pour le climat. D'abord, parce que l'écologie politique en France est ancienne et diverse. Elle a impliqué de nombreux acteurs, clubs, partis et associations, avant la création de la nouvelle génération d'organisations qui ont contribué au succès des rassemblements pour le climat. Deuxièmement, nous souhaitons prendre en compte les citoyens qui restent majoritairement passifs politiquement mais soutiennent tout de même le mouvement d'une certaine manière, parce qu'ils se rattachent à son message central sans se mobiliser eux-mêmes. Par conséquent, notre compréhension du mouvement climatique gagne à prendre en compte la **pluralité des comportements et des attitudes liés au mouvement climatique**, du citoyen plus passif signant une pétition ou likant des posts *Instagram*, à l'organisateur d'actions coups de poing.

Nous définissons un **continuum d'engagement**. Le niveau le plus bas, et donc la définition la plus large de notre population d'enquête, est celui des personnes qui se soucient profondément des questions environnementales en général. Puis, parmi eux, le degré supplémentaire concerne ceux qui se soucient et agissent selon leurs convictions dans leur vie personnelle. L'étape suivante concerne ceux qui, en plus, se mobilisent de temps en temps dans les urnes ou participent à de grandes manifestations, ou même par la consommation de médias et les activités en ligne. Le stade maximal de l'engagement concerne ceux qui sont officiellement des militants.



2- UN QUESTIONNAIRE AXÉ SUR L'ÉVALUATION D'AFFIRMATION TRÈS MARQUÉES ET LE POSITIONNEMENT SUR DES DILEMMES

Le questionnaire, qui par certains aspects a pu déstabiliser les répondants, a été construit de telle sorte à recueillir différents niveaux d'informations. D'abord, dans l'objectif de **dresser le profil sociologique et politique du « mouvement climat »** en dehors des opinions sur l'environnement, une série de question ouvrait l'enquête, à propos de l'identité et la situation du répondant. Une autre série plus tard portait sur ses **opinions sur la vie politique et partisane** ainsi que le fonctionnement des institutions démocratiques. Une dernière série concluait sur **des enjeux de gouvernement autre que l'environnement** de sorte à pouvoir repositionner le mouvement climat dans les autres débats publics. Ensuite, dans l'objectif de pouvoir distinguer les plus activistes des plus passifs et comparer leurs caractéristiques, une série de question portait sur les **pratiques environnementales dans sa vie quotidienne**, et sur l'expérience avec les actions politiques en lien avec l'environnement. Une autre série était d'avantage axée sur la **vision de l'écologie politique et son incarnation.**

Enfin, un long module était dédié à la **mesure des valeurs environnementales**, pour rentrer dans le détail sur de nombreux enjeux ciblés, et source de conflit potentiel. Les répondants ont été confrontés à des questions se référant aux thèmes de la décroissance ou du capitalisme vert, à l'écologie profonde et l'anthropocentrisme, aux enjeux démographiques et technologiques, à l'éco-anxiété et à la collapsologie, aux meilleurs outils pour agir et décider au sein desquels la question de l'autoritarisme ou de la violence peut se poser, à des perspectives émergentes autour de l'écoféminisme ou l'écologie décoloniale enfin. Au sein de ce bloc, les questions prenaient deux formats, qui avaient pour but de tracer à grands traits les différentes positions et options, en présentant des affirmations très fortes à rejeter ou approuver, ainsi que des situations de dilemmes extrêmes. Cette méthode qui s'émancipe de la complexité de la vie réelle, sert à faire ressortir les préférences instinctives et les valeurs fondamentales des répondants plutôt qu'une opinion spécifique sur un problème actionnable.

3- RÉSEAUX SOCIAUX ET PARTENARIATS POUR ATTEINDRE LA POPULATION CIBLE

La population que nous cherchons à interroger est à la fois spécifique - les répondants potentiels doivent au minimum faire preuve d'une profonde préoccupation pour l'environnement - et cachée - les répondants potentiels ne peuvent pas être identifiés à l'aide de critères objectifs tels que le fait d'être un électeur vert, un membre d'une

organisation environnementale ou un manifestant lors des marches pour le climat. Par conséquent, il n'était pas envisageable de recourir à des enquêtes en manifestation, ni de constituer un échantillon basé sur l'appartenance à une organisation. Il était également impossible de s'appuyer sur une enquête représentative nationale pour isoler les segments de répondants qui seraient qualifiés de profondément sensibles aux questions environnementales, car les individus seraient trop peu nombreux pour bien saisir leurs valeurs et leurs divisions idéologiques.

Nous avons opté pour la collecte d'un échantillon ad hoc, en **ciblant les comptes et groupes écologistes sur les réseaux sociaux** et en pariant sur leur nature virale et leur structure en bulles communautaires. En outre, nous avons adopté une perspective psycho-politique pour **recruter les personnes "intéressées par la question environnementale"** : En proposant le questionnaire présenté comme « étude du mouvement climat » à de grandes communautés de réseaux sociaux, les personnes qui acceptent de répondre à l'enquête reconnaissent symboliquement qu'elles se sentent concernées et s'apparentent dans une certaine mesure au mouvement climat.

Entre **décembre 2020 et mars 2021**, nous avons mobilisé deux canaux principaux. D'une part, plusieurs organisations qui animent le mouvement climat en France ont relayé l'enquête dans leurs réseaux respectifs via leur newsletter ou leurs comptes *Facebook*, *Instagram* et *Twitter* – qu'elles en soient ici remerciées[1]. D'autre part, nous nous sommes appuyés directement sur les réseaux sociaux en distribuant un lien vers le questionnaire à remplir en ligne dans une multiplicité de groupes Facebook nationaux et locaux[2], de sorte à optimiser la couverture géographique de l'enquête, l'inclusion de tous les courants de pensée relatifs à l'environnement et à l'écologie ainsi que l'inclusion d'individus à différents stades d'engagement, du soutien le plus lointain et passif, à l'activiste le plus mobilisé. Au total, **nous avons rassemblé plus de 10 000 répondants**, après avoir nettoyé la base de données et supprimé les répondants qui n'avaient pas parcouru au moins la moitié du questionnaire. Parmi eux, 87% ont entièrement répondu à l'enquête, qui prenait entre 20 et 30 minutes en moyenne.

[1] *On est prêt, les Citoyens pour le climat, Notre Affaire à Tous, Alternatiba-ANVCOP21, Les Amis de la Terre, Youth for Climate, CliMates, Combat Monsanto, le Refedd, la COP2 étudiante*, Les Colibris et Reporterre

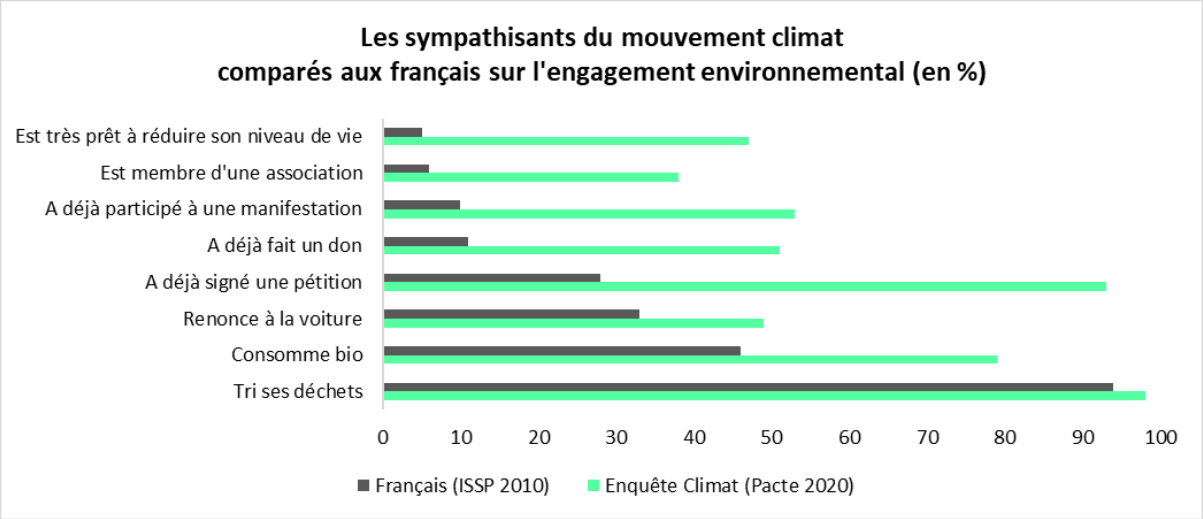
[2] Pour les groupes locaux, nous avons notamment recensé les déclinaisons départementales/locales de *Transition2030, Ca commence par nous, Collapso heureuse, Colibris, Youth for Climate, Extinction Rebellion, les citoyens pour le climat, et Alternatiba*. Pour les groupes nationaux, il s'agit de quelques groupes liés à des organisations (YC, XR, T2030, CPLC, CCPN), et d'autres, ad hoc, répertoriés via une recherche à partir de mots clefs (« climat », « terre », «écologie », « environnement », « planète »), ou organisant des communautés de pratiques (permaculture, consommation de produits bio, décroissance, gestion des déchets, écolocation), après avoir vérifié qu'ils étaient majoritairement constitués d'internautes se connectant en France.

RESULTATS

1- UN ENGAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT BIEN PLUS IMPORTANT QUE CHEZ LES FRANÇAIS MOYENS, MAIS AVEC D'IMPORTANTES NUANCES

Des répondants très engagés personnellement pour l'environnement

Un premier apport de cette enquête, est de pouvoir **objectiver et mesurer le degré d'engagement des sympathisants du mouvement climat pour la cause écologique** et environnementale par rapport au français moyen. En effet, nombreuses questions de notre enquête ont été choisies parce que déjà posées lors de grandes enquêtes sociales universitaires, en conséquence de quoi nous disposons **d'informations comparables chez les français** en général[3].



Si le tri des déchets est une affaire semble être résolue pour tous les français, et pour tous les sympathisants du mouvement climat, d'autres actions du quotidien plus engageantes ou coûteuses sont clairement plus éparses et clivantes : **les sympathisants du mouvement climat sont nettement plus impliqués que la moyenne des français**. Quand un peu moins de la moitié des français affirme essayer de consommer bio et sans pesticide, c'est plus du double au sein du mouvement climat. De même, un tiers des français déclare renoncer souvent ou toujours à la voiture contre la moitié des sympathisant du mouvement climat. L'écart est encore plus grand en ce qui concerne les activités politiques en lien avec l'environnement. 10% ou moins des français déclarent avoir déjà fait un don, participé à une manifestation, ou être membre d'une association,

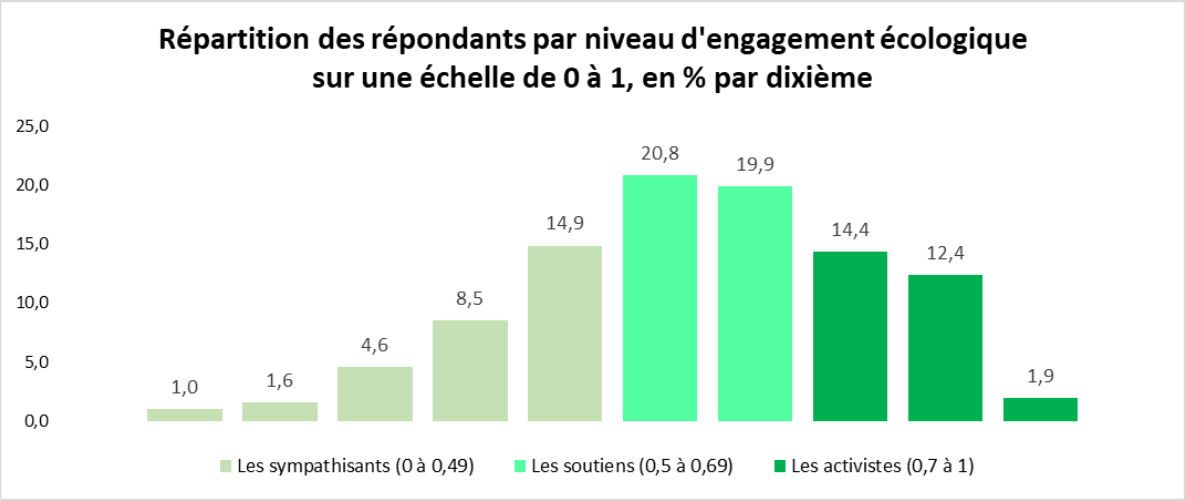
[3] Les chiffres datent néanmoins de 2010, mais l'enquête « International Social Survey Program » de référence est actuellement en cours de réédition., voir le site français http://www.issp-france.fr/

soit quatre voire cinq fois moins que les personnes qui gravitent autour du mouvement climat.

Un gradient d'engagement au sein du mouvement climat

Pour autant, tous les sympathisants du mouvement climat ne sont pas engagés au même degré. Au contraire, au sein de l'échantillon constitué, il est possible de **distinguer les activistes et militants** qui se mobilisent régulièrement et qui sont très regardant sur leurs habitudes quotidiennes **et les personnes certes soucieuses de l'environnement** mais qui n'ont pas changé toutes leurs habitudes privées et **qui sympathisent à la cause politique sans y participer pour autant.**

Grâce aux différents indicateurs présents dans notre enquête, nous pouvons fabriquer une mesure multidimensionnelle qui permet de positionner chacun des répondants sur un gradient d'engagement. Ainsi, en mêlant[4] les habitudes d'information sur l'environnement, les habitudes de petits gestes individuels quotidiens, la propension à accepter de réduire son niveau de vie, le sentiment subjectif déclaré d'engagement, la fréquence de participation aux marches climat et la réalisation d'autres activités politiques comme le boycott, la pétition, le travail de conviction, nous obtenons une mesure synthétique allant de 0 à 1 et représentée par l'histogramme ci-dessous.



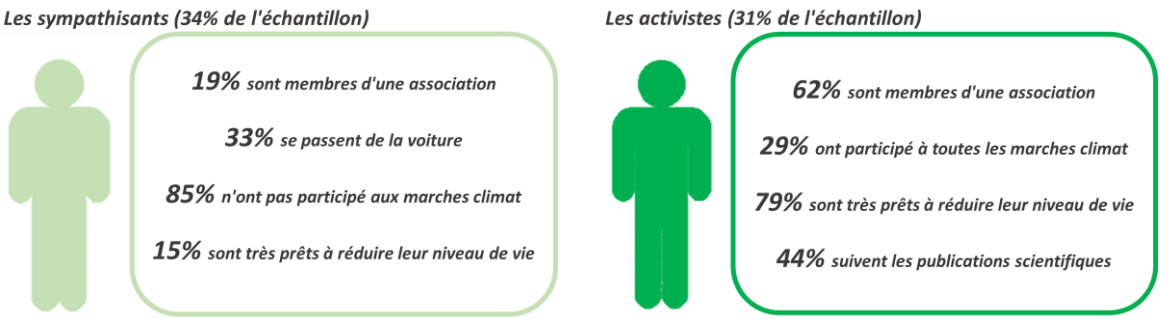
Compte tenu de la répartition de nos répondants sur cette échelle, nous pouvons former trois groupes (découpe aux terciles) : les « **sympathisants** » plutôt passifs, qui ont un score d'engagement entre 0 et 0,49 et qui représentent 34% de l'échantillon ; les « **activistes** » qui sont très actifs et ont un score d'engagement entre 0,7 et 1 et qui représentent 31% de l'échantillon ; et un **groupe intermédiaire** que nous nommerons les « soutiens » qui ont un engagement modéré entre 0,5 et 0,69 et qui représentent 35%

[4] Analyse en composante principale dont nous extrayons le premier facteur qui synthétise 40% de la variance.

de l'échantillon. Isoler ces groupes nous permet de mieux se rendre compte, grâce à un exercice de comparaison de ce qui constitue le noyau commun de tous les répondants quel que soit leur degré d'engagement et de mettre en évidence les éléments qui sont caractéristiques des plus engagés uniquement.

En termes d'activité politique, le **point commun minimal de presque tous les répondants est d'avoir déjà signé une pétition en lien avec l'environnement** (93%). Si nous n'avons pas posé la question spécifiquement en référence à la pétition de l'affaire siècle qui a rassemblé plus de deux millions de signataires, il semble clair que ce mode d'action peu invasif et très grand public permet de tracer le contour le plus large de ce que peut représenter le mouvement climat aujourd'hui en France.

En revanche, **pour les activités plus couteuses** (le don) ou prenantes (les marches climats, l'appartenance à une association), on note des **différences importantes en fonction du niveau d'engagement**. Si l'on compare les deux groupes les plus opposés, les activistes sont plus de 60 % à être membres d'une association, 85% à avoir déjà fait un don et 96% à avoir participé à au moins une marche climat (et près de 30% à les avoir presque, voire toutes, faites). A l'inverse, les sympathisants ne sont que 38% à être membres d'une association (ce qui reste bien plus que les 6% de français) et 51% à avoir déjà fait un don (contre 11% des français rappelons-le). Ils sont aussi 46% à n'avoir participé à aucune marche climat alors même qu'une dizaine ont eu lieu au cours des mois et années qui ont précédé notre enquête.

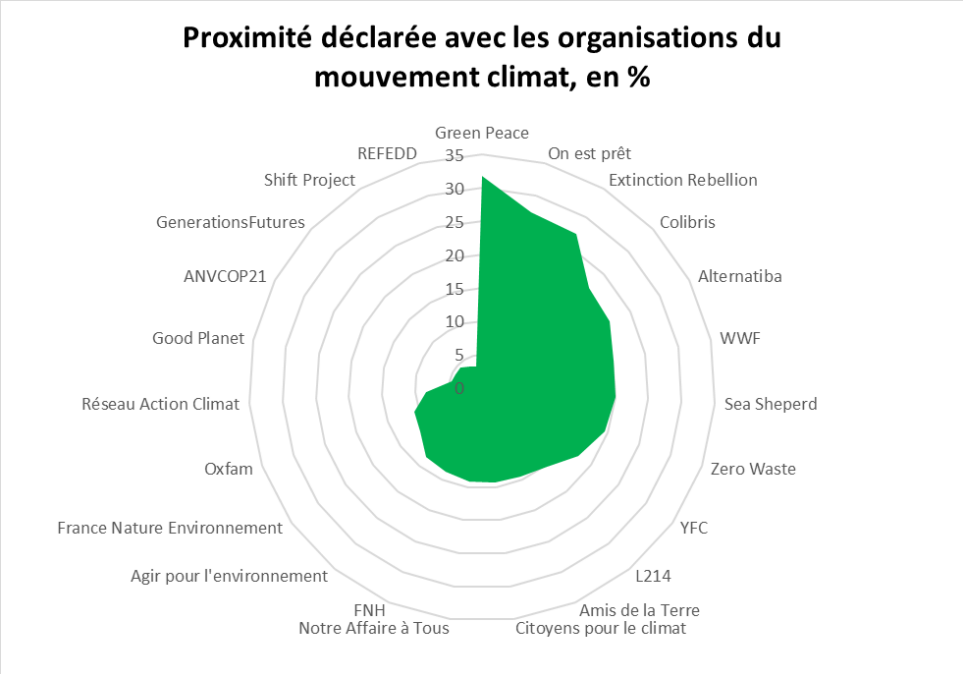


Sur le plan de l'engagement plus individuel, une très large portion des répondants à notre enquête déclare trier ses déchets (98%), consommer bio (79%) et limiter la viande (67%), mais là encore avec des degrés d'intensité plus fort chez les activistes. Ces derniers sont par ailleurs plus nombreux à renoncer toujours ou souvent à la voiture (64% contre 33% des moins engagés), et même si le comportement reste encore minoritaire, les plus engagés essayent aussi plus souvent de limiter leur consommation technologique (36% contre 17% des moins engagés). Plus parlant encore, 47% de nos répondants déclarent

être « *tout à fait prêts à réduire leur niveau de vie pour protéger l'environnement* ». C'est une proportion très importante au regard des 5% chez les français. Pour autant, derrière ce chiffre on trouve une disparité très importante : Près de 80% des activistes y sont prêts, contre seulement 15% des sympathisants.

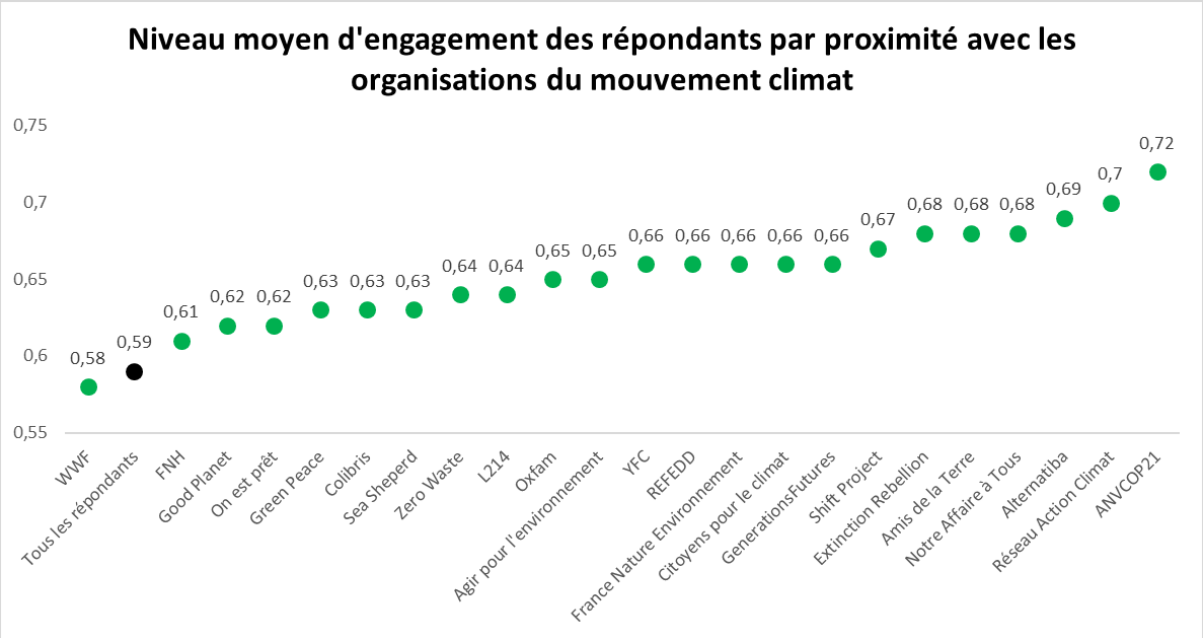
Proximité aux organisations du mouvement climat et niveau d'engagement

Parmi les questions posées aux répondants, une portait sur leur sentiment de proximité avec les différentes associations et organisations qui animent le mouvement climat en France, qu'elles soient récentes ou actives depuis plusieurs décennies. Les répondants pouvaient librement cocher autant d'associations et organisations qu'ils le souhaitaient, ou bien aucune (23% d'entre eux). Les proximités relevées chez nos répondants ne sauraient refléter fidèlement l'état de l'attractivité des différentes organisations et associations listées. En effet, la hiérarchie des proximités est biaisée par le degré de connaissances des différentes organisations d'une part, et par le fait que certaines d'entre elles aient relayé le questionnaire dans le cadre de notre partenariat et pas d'autres. Cependant, les proportions donnent une idée du profil associatif de nos répondants, sans prétention représentative.



Plus probant, il est intéressant de croiser le niveau moyen d'engagement écologique en fonction de la proximité associative. Pour cela, on calcule la moyenne de l'index présenté précédemment, qui va de 0 à 1 par sous-groupe associatif. Comparé au niveau moyen d'engagement de tous les répondants qui se situe à 0,59, quasiment tout ceux qui déclarent une proximité associative se situent au-dessus. Globalement, il y a assez peu de

différence entre les différentes organisations et associations, avec un écart maximal d'un dixième. Néanmoins, on peut relever que les répondants les plus activistes sont davantage parmi les proches d'organisations relativement récentes tandis que le niveau d'engagement est un peu plus modéré chez les sympathisants des associations les plus anciennes, à l'exception d'On est prêt (dont la moyenne basse peut peut-être s'expliquer par le jeune âge de ses sympathisants).



2- UN MOUVEMENT CLIMAT PROCHE DE LA SOCIOLOGIE DE EELV, MAIS SANS SOUTIEN AUTOMATIQUE

Une population majoritairement jeune, urbaine, féminisée, et éduquée

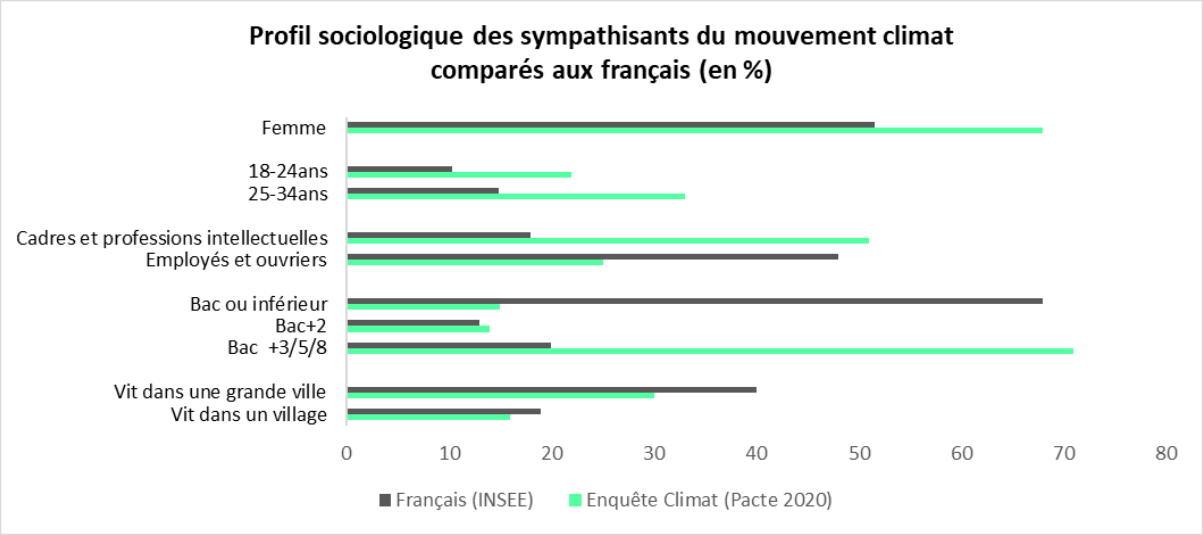
Par leur sociologie, **les soutiens du mouvement climat ne ressemblent pas à la population française**. Leurs principaux traits distinctifs font écho aux résultats d'une étude centrée sur les manifestants pour le climat en 2019. Le premier tient à la **dimension fortement féminisée** du mouvement, avec un tiers d'hommes pour deux tiers de femmes, un ratio d'autant plus impressionnant que les mouvements sociaux traditionnels ont en général une forte dominante masculine.

Le second tient à l'âge : le mouvement est porté par une lar**ge proportion de jeunes voire de très jeunes individus**, là encore une particularité remarquable comparé à d'autres mouvements sociaux plus traditionnels. Ainsi, parmi les répondants à notre

enquête, un quart a entre 15 et 24 ans et plus de la moitié entre 15 et 34 ans. Inversement, seulement 4 % ont plus de 65 ans et 18 % ont plus de 50 ans[5].

Le **fort niveau de diplôme** constitue un troisième trait distinctif. 80% des répondants possèdent un diplôme post-bac, dont 49% ont au moins un niveau master (et si on exclut du calcul les plus jeunes qui sont encore au début de leurs études, les taux montent à 85% de diplôme post-bac dont 54% qui possèdent au moins un master).

En parallèle du diplôme, la **situation sociale** est aussi relativement marquée. Si 60% des répondants sont des actifs en emploi (un chiffre à peu près équivalent à la population française), 51% d'entre eux sont des cadres (contre 18% dans la population française) alors qu'on ne mesure que 25% d'employés et ouvriers (contre 48% chez les français).



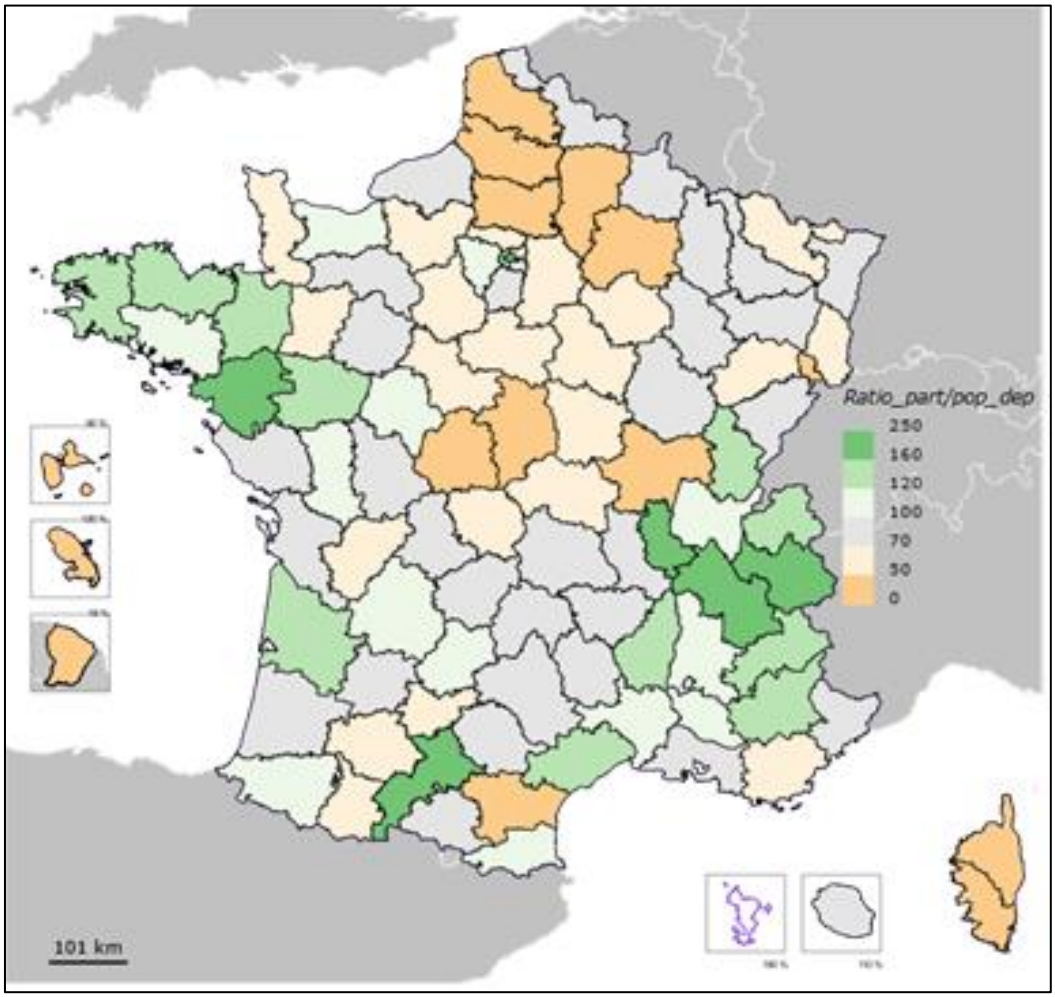
Pour autant, en termes de **niveau de vie**, les répondants s'apparentent plutôt à la classe moyenne. Si on croise les informations renseignées à propos de la composition de leur foyer (célibataire, en couple, avec enfant ou non) et du revenu (net mensuel par foyer), 45% des répondants actif professionnellement peuvent être considérés comme membres de la classe moyenne, 13% des classes aisées, et 42% des classes populaires.

Dernière spécificité, les personnes qui gravitent autour du mouvement climat vivent d'abord en ville. **Près de la moitié vivent dans une grande ville** ou proche d'une grande ville, pour un quart en petite ville de périphérie et un dernier quart à la campagne. La géographie des répondants, sur la base du département de résidence déclaré, montre bien d'ailleurs la surreprésentation des départements où sont localisés les idéopôles, ces

[5] Le mode d'enquête qui repose essentiellement sur la présence en ligne des répondants pourrait avoir contribué dans une certaine mesure à sous-estimer la part des individus les plus âgés, néanmoins, cette méthode déjà appliquée à la population des Gilets jaunes avait démontré qu'il était possible de toucher une population âgée par les réseaux, notamment Facebook qui est suffisamment répandu chez toutes les générations. Il est donc plus probable que cette répartition des classes d'âge soit bien caractéristique du mouvement climat.

« *métropoles régionales attractives intégrées aux réseaux de l'économie globalisée dont est population est impliquée dans l'évolution de l'économie de la connaissance* ». Par rapport à la démographie du département, on peut visualiser à l'aide d'une carte la sur-participation à l'enquête des habitants de la région parisienne (Paris), de Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble), de la Bretagne (Rennes, Nantes), de la Haute Garonne (Toulouse), de la Gironde (Bordeaux) et de l'Hérault (Montpellier).

Cartographie de la répartition des répondants par rapport à la démographie départementale



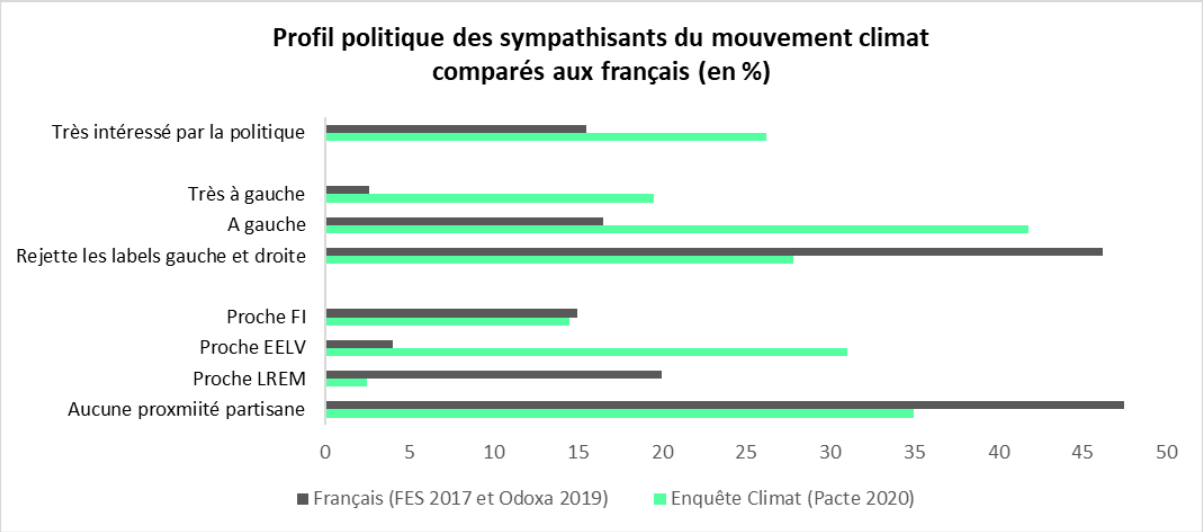
Les départements en vert signalent une surparticipation, et en orange une sous participation par rapport à la démographie locale

Au-delà du lien apparent avec les idéopôles, qui confirme la sociologie urbaine et instruite de la grande majorité des individus qui gravitent de près ou de loin autour du mouvement climat, beaucoup de traits semblent partagés avec la sociologie et la géographie du vote écologiste. En effet, d'une part les départements de résidence qui sont surreprésentés dans notre enquête sont aussi ceux qui constituent les bastions du vote EELV. D'autre

part, les marqueurs de jeunesse, ratio féminin supérieur, fort niveau de diplômes et de cadres sont connus pour être aussi des caractéristiques sociologiques fortes de l'électorat écologiste.

Une population relativement politisée et ouvertement ancrée à gauche

Les répondants à notre enquête sont **plus intéressés par la politique et politisés que la moyenne des français.** Un quart d'entre eux se dit très intéressé par la politique, contre 15% en population générale (60% sont très ou assez intéressés, contre 45% des français). Également, le mouvement climat est leur premier engagement pour « seulement » 37% d'entre eux. C'est un chiffre certes considérable qui souligne l'attractivité et la capacité de politisation de ce nouveau type de mouvement social, mais qui rappelle en creux que pour près de deux tiers d'entre eux, les répondants ont déjà eu des engagements et une propension à se mobiliser pour d'autres causes.

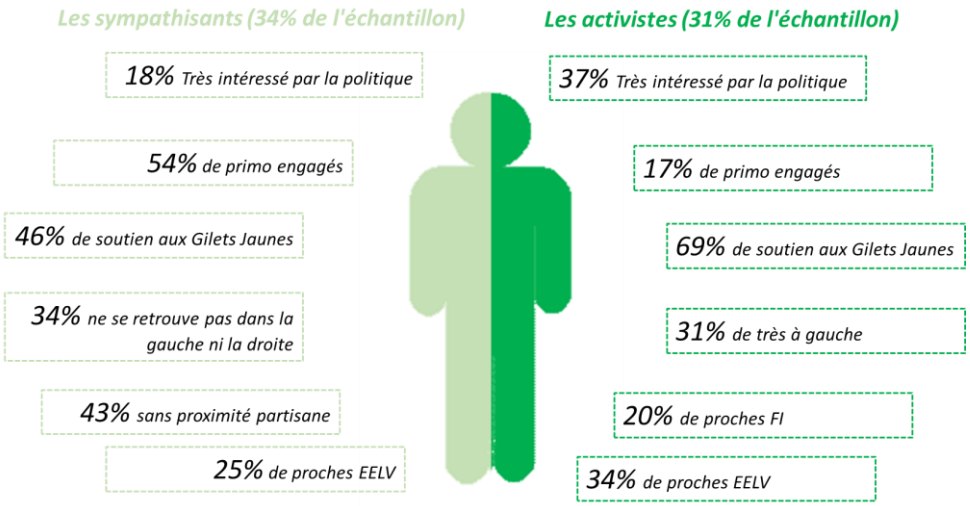


Ensuite, en termes d'orientation politique, la tendance croissante chez les français est au rejet des labels gauche-droite. Ainsi, chez les français près de 46% ne s'y retrouve ou se dit ni l'un ni l'autre. Chez les répondants de l'enquête climat, la proportion est seulement de 28%. De plus, pour tous ceux qui se positionnent sur l'axe gauche-droite, il y a une **très forte affirmation du positionnement « à gauche »** (42%) ou « très à gauche » (20%), alors que dans les enquêtes portant sur la population française ces parts s'élèvent respectivement à 17% et 3%. Ils sont moins de 10% à se positionner au centre, et le nombre de ceux qui se sont auto-positionnés à droite ou à l'extrême droite est résiduel. Si l'on regarde du côté des militants du mouvement climat, la question de la place de l'écologie politique sur l'axe gauche-droite ne laisse donc aucun doute.

Les **affinités partisanes** correspondent d'ailleurs à cette observation. Si près d'un tiers des répondants citent « Aucun parti » quand on leur demande duquel ils se sentent le plus proche (contre près de la moitié des français), ils sont **31% à citer EELV (8 fois plus que les français), plus de 15 % à citer la France insoumise (autant que les français), et plus de 15% à se déclarer proche d'un autre parti de gauche.** Le soutien à LREM ou aux autres partis de droite ou d'extrême droite est, là encore, quantité négligeable (moins de 7% mis bout à bout). Notons, enfin, que si la convergence avec le mouvement des Gilets jaunes reste minoritaire, car 7% seulement dit avoir pris part aux blocages et manifestations, le soutien passif à son égard est fort (49%) et l'hostilité assez limitée (18%) ce qui fait largement échos aux volontés affirmées par les leaders du mouvement climat de ne pas opposer « fin du mois » et « fin du monde ».

Plus on est engagé pour l'environnement, plus on est politisé et de gauche

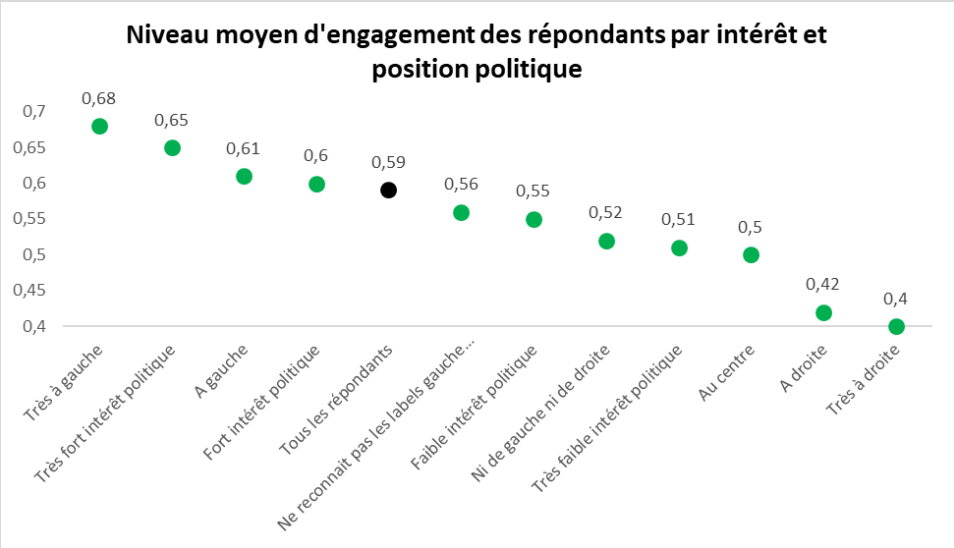
Derrière ce tableau général d'un mouvement climat résolument ancré à gauche avec des participant relativement bien politisés, il faut nuancer à partir des degrés d'engagement présenté un peu plus haut. En effet, si l'on zoom sur **le profil des moins engagés** de notre échantillon, la **politisation est bien plus faible** (à niveau égal avec les français), et le taux de primo engagé est très fort (près de la moitié). C'est aussi chez ces individus que le rejet des labels gauche droite est le plus fort et que les proximités partisanes déclarées sont les plus faibles. En revanche, la proximité avec EELV se maintient relativement bien.



A l'opposé, dans le tiers des **répondants les plus engagés** pour l'environnement, on retrouve **les plus intéressés par la politique et les militants d'autres causes**. Le taux de proximité à EELV est proche de la moyenne des répondants, car chez les plus engagés, c'est la proximité à la FI qui gagne du terrain (sans devenir majoritaire toutefois).

Également, le taux d'individus qui se disent « très à gauche » est triplé par rapport à chez les moins engagés. Enfin, ils sont aussi particulièrement favorables aux Gilets Jaunes.

Une autre manière d'observer le lien entre niveau d'engagement et position politique, est, comme précédemment, de calculer l'engagement moyen par sous-groupe, ici définis par le niveau d'intérêt pour la politique ou pour le positionnement par rapport à la gauche et à la droite. On peut ainsi voir que les groupes à gauche, et à fortiori celui « très à gauche », ont les scores d'engagement les plus élevés. De même, plus on est intéressés par la politique, plus on a un score élevé d'engagement environnemental.

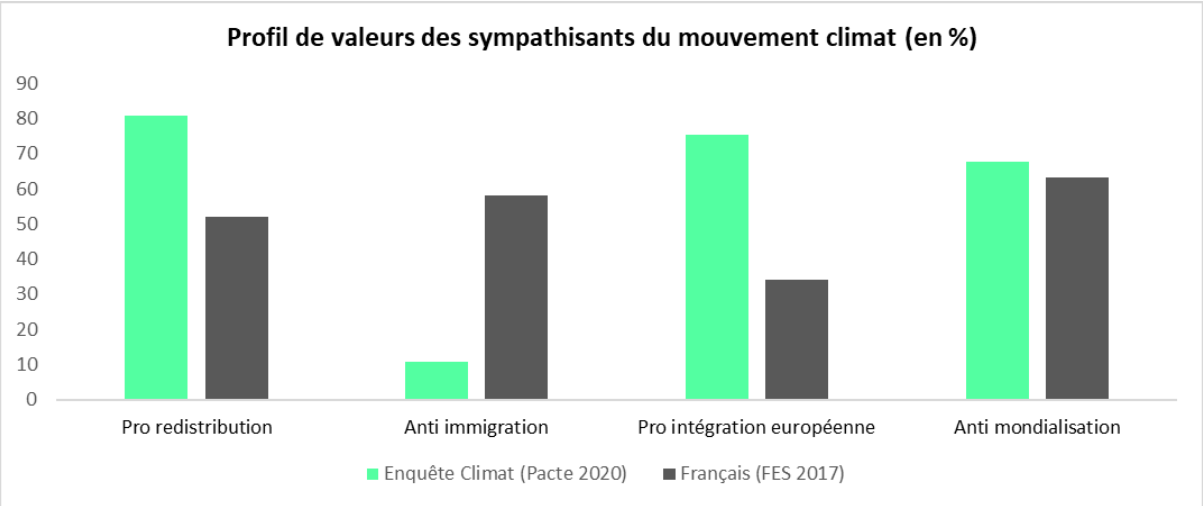


Une population sensible à la justice sociale, à l'ouverture culturelle et l'intégration européenne

Pour finir, le positionnement politique des répondants peut aussi être décrit par rapport à leur univers de valeurs que l'on peut mettre en perspective par rapport au profil moyen des français. Le constat est clair et il y a peu de variation entre les répondants, peu importe leur degré d'engagement environnemental : la très grande majorité des répondants partage les positions attribuées à la gauche sur les conflits qui définissent actuellement l'opposition gauche-droite, notamment **l'ouverture culturelle et l'attachement à la justice sociale.**

Ainsi, ils sont plus de 80% à être d'accord avec l'idée selon laquelle, « *pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres* », contre un peu plus de 50% dans la population générale. De même, ils sont 85% à être en désaccord avec l'idée selon laquelle « *les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment* », contre 52% de la population générale. On trouve un écart encore plus marqué avec la population française dans son ensemble sur les questions liées à l'identité et à

l'immigration. Ainsi, les personnes proches du mouvement climat sont plus de 85% à se dire en désaccord avec l'idée selon laquelle « *il y a trop d'immigrés en France* », contre 42% dans les enquêtes en population générale. Les proportions sont les mêmes pour la question de savoir si, « *en matière d'emploi, on devrait donner la priorité à un français par rapport à un immigré* ».



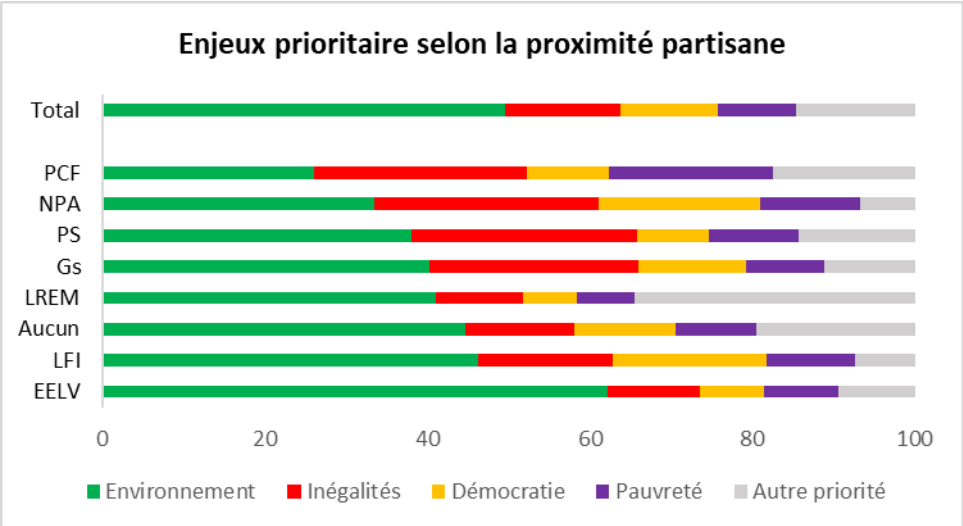
S'ils se distinguent de la population française en étant plus favorables à la redistribution et ouverts sur les questions d'immigration, les répondants se distinguent aussi de la population française par des positions **très favorables à la construction européenne** - 75% d'entre eux souhaitent que la France approfondisse cette construction, contre seulement 34% de la population française. Cette position favorable à des prises de décision supranationales se constate aussi dans leur préférence pour qu'une organisation internationale de l'environnement impose les mesures (86%) plutôt que de laisser chaque Etat souverain pour décider des actions environnementales (14%).

En revanche, les répondants ressemblent plus à la population française sur les questions de protectionnisme et de mondialisation. Si un peu plus du tiers des répondants se déclare d'accord pour rétablir des barrières douanières et le protectionnisme économique en France, ils sont 68% à considérer que les conséquences économiques de la mondialisation sont extrêmement négatives pour la France (63% dans la population française).

3- ECO-ANXIETE, SOBRIETE TECHNOLOGIQUE ET ECONOMIQUE, REDEFINITION DES PRIORITES

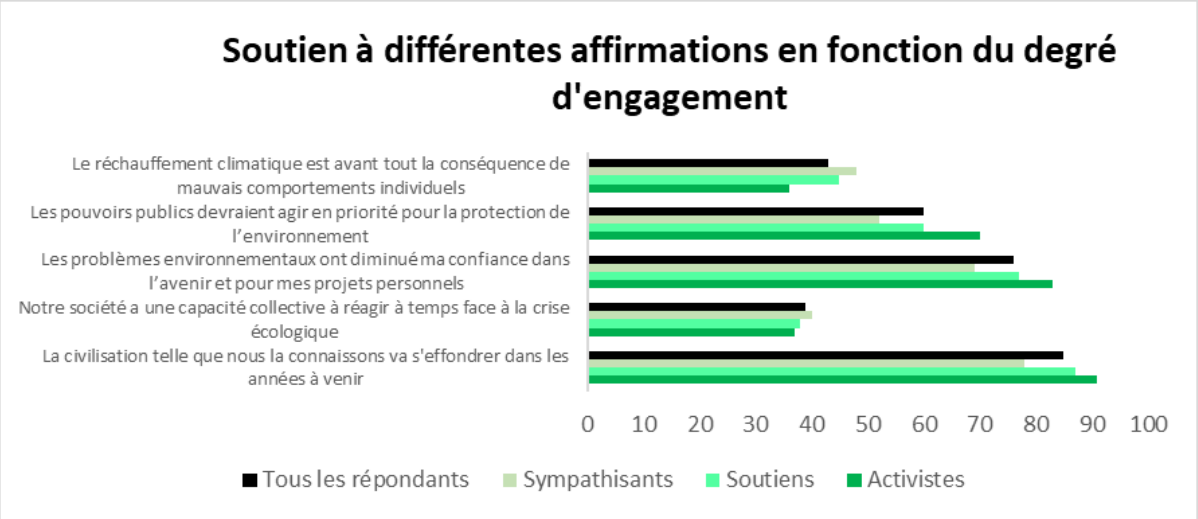
L'environnement, un problème majeur, structurel et anxiogène

Assez logiquement, la population du mouvement climat se distingue par une très forte **radicalité de posture à l'égard de la protection de l'environnement** et de ses impératifs. Quand on interroge les répondants sur l'enjeu prioritaire à leurs yeux pour le pays, l'environnement efface pratiquement tous les autres sujets en étant choisi par près de 50 % d'entre eux, très loin devant les inégalités (14%), le fonctionnement de la démocratie (12%) ou la pauvreté et la précarité (9%). C'est surtout la faiblesse des autres sujets qui étonne : moins de 2 % pour le chômage, l'insécurité, l'immigration, le terrorisme, ou la construction européenne. Quelques variations existent parmi les répondants, en fonction de leur proximité partisane déclarée. Notamment, les proches de EELV, placent, plus encore que les autres, l'environnement comme enjeux principal pour le pays. Les proches des différents partis de gauche, quant à eux mettent plus souvent en avant d'autres priorités : l'environnement est listé comme priorité numéro une pour seulement un tiers des sympathisants socialistes, communistes, extrême gauche, qui mettent en avant bien plus souvent la question des inégalités, de la pauvreté et du fonctionnement de la démocratie. Le sympathisants LFI sont plus partagés, comme la moyenne des répondants et ceux sans proximité partisane. Enfin, les sympathisants LREM sont ceux qui nomment une variété plus importante de sujets en parallèle (l'intégration européenne, la dette, la santé…)[6].



[6] Les priorités des proches des partis de droite et d'extrême droite ne sont pas présentés car ils représentent un nombre trop petit dans l'échantillon.

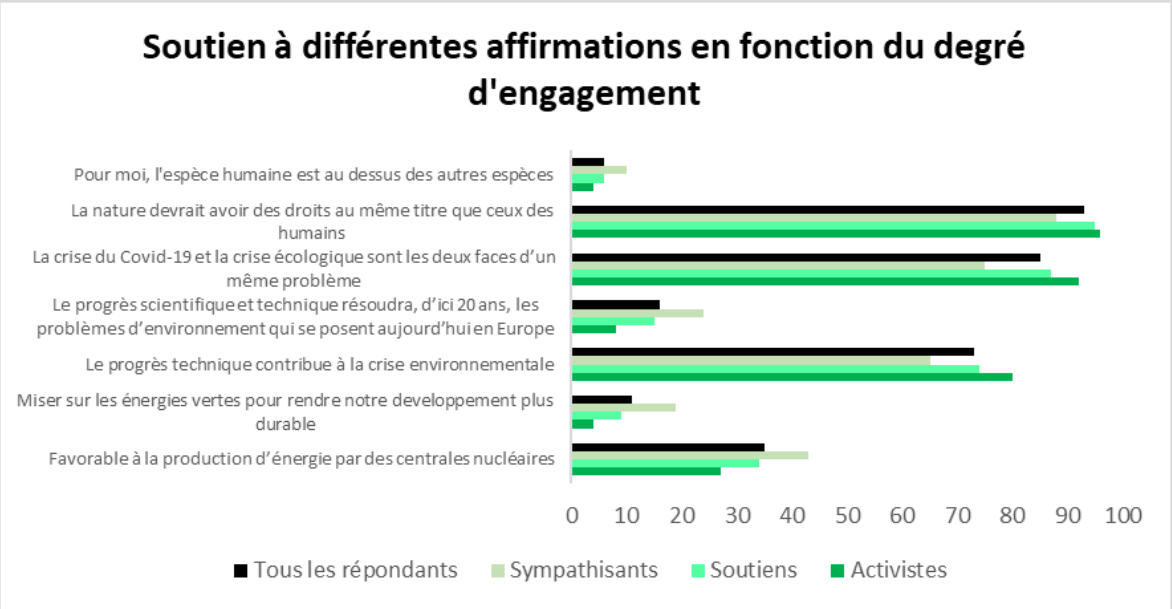
Cette attention prioritaire globalement accordée à l'environnement, source de l'engagement des sympathisants du mouvement climat, est liée à un **fort pessimisme quant à l'avenir et au phénomène croissant d'eco-anxiété**. 85% des répondants estiment que « *la civilisation telle que nous la connaissons va s'effondrer dans les années à venir* » quand seulement 39% pensent que « *notre société a une capacité collective à réagir à temps face à la crise écologique* ». De plus, pour 75 % des répondants, les problèmes environnementaux ont diminué leur confiance en l'avenir et pour les projets personnels.



L'inquiétude pour l'environnement est aussi à interpréter au regard d'une **grille de lecture très structurelle des responsabilités** : 57% des répondants rejettent l'idée que la crise écologique résulte de « *mauvais comportements individuels* », sous-entendant que les responsabilités sont davantage à chercher du côté de l'organisation de notre société. De même, lorsqu'il s'agir d'évoquer qui devrait agir en priorité pour protéger l'environnement, c'est les pouvoirs publics qui sont désignés à 60% loin devant les entreprises ou les individus.

Eco-centrisme et méfiance à l'égard du « progrès technologique »

Le souci pour l'environnement découle aussi d'une **vision humble des rapports entre l'homme est la nature :** celui-ci n'est pas au-dessus de la nature, il n'a pas vocation à la dominer et l'instrumentaliser. L'homme fait partie de la nature, en conséquence de quoi défendre l'espèce humaine revient nécessairement à respecter son habitat. Ce point de vu est très unanime parmi les répondants. Ainsi, 6% seulement des répondants pourraient être considérés comme spécistes, plaçant l'espèce humaine au-dessus des autres. 93% seraient favorables à adapter nos lois pour donner des droits à la nature. Quant à la pandémie du coronavirus que la planète traverse depuis plus d'un an, 85% l'attribuent à un effet collatéral de la crise écologique.

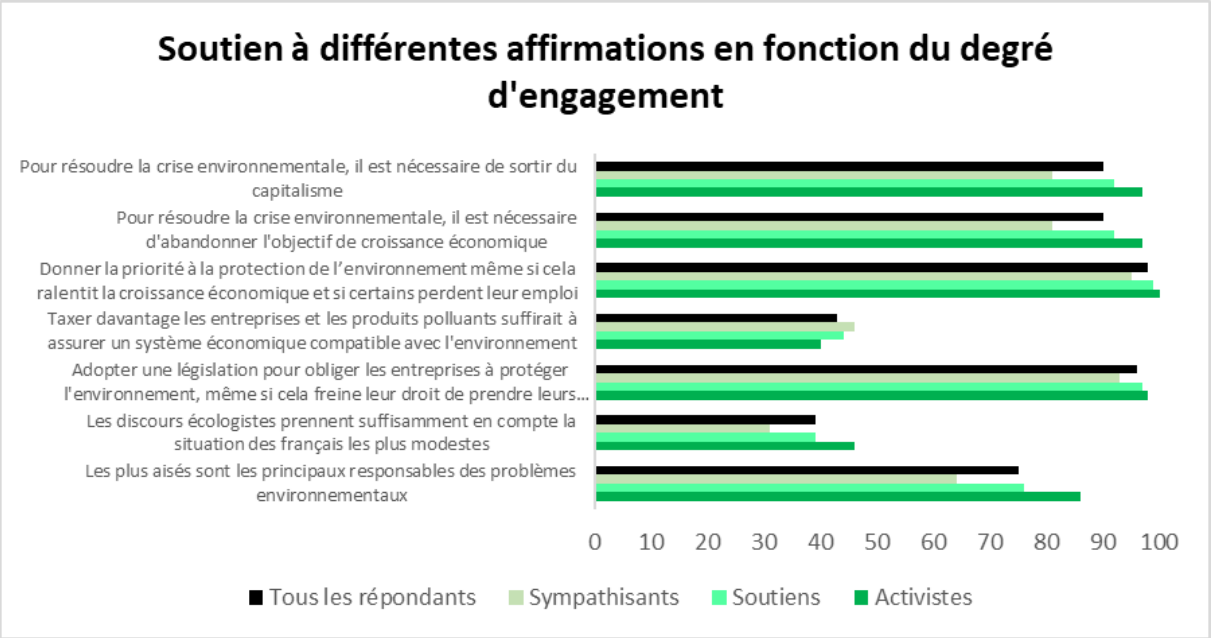


Dans cette perspective, le **progrès technologique ne leur apparait pas comme une solution porteuse.** D'une part seulement 16% considèrent que la technologie est la clef pour sortir des problèmes d'environnement. Mais plus encore, 73% pensent à l'inverse que le progrès technique contribue à la crise environnementale. Dès lors, il est peu étonnant que la très grande majorité des répondants défendent l'idée qu'il faille plutôt réduire notre consommation d'énergie quelle que soit sa source (89%), vers plus de sobriété dans nos processus de production et habitudes de consommation, plutôt que de parier sur les énergies vertes. Quant au nucléaire qui fait souvent débat, un tiers seulement y est favorable.

Retour à la sobriété économique, et justice environnementale

Inévitablement, la prévalence de l'enjeu environnemental est dès lors lié à la question économique. En cohérence à la **nécessité de sobriété**, on trouve chez les enquêtés 90% d'accord avec l'idée qu'il faut **abandonner l'objectif de croissance**, et autant avec l'idée qu'il est nécessaire de **sortir de la logique capitaliste**. A l'inverse, la voie moins radicale et plus incitative via la fiscalité verte semble suffisante pour seulement un tiers des répondants. Considérant l'ampleur des évolutions à mettre en œuvre, il n'est pas étonnant que la totalité des répondants affirment que le gouvernement devrait prendre des mesures pour contraindre les entreprises à faire plus attention (96%) ou encore qu'ils priorisent sans détour l'environnement face à la croissance et l'emploi (98%).

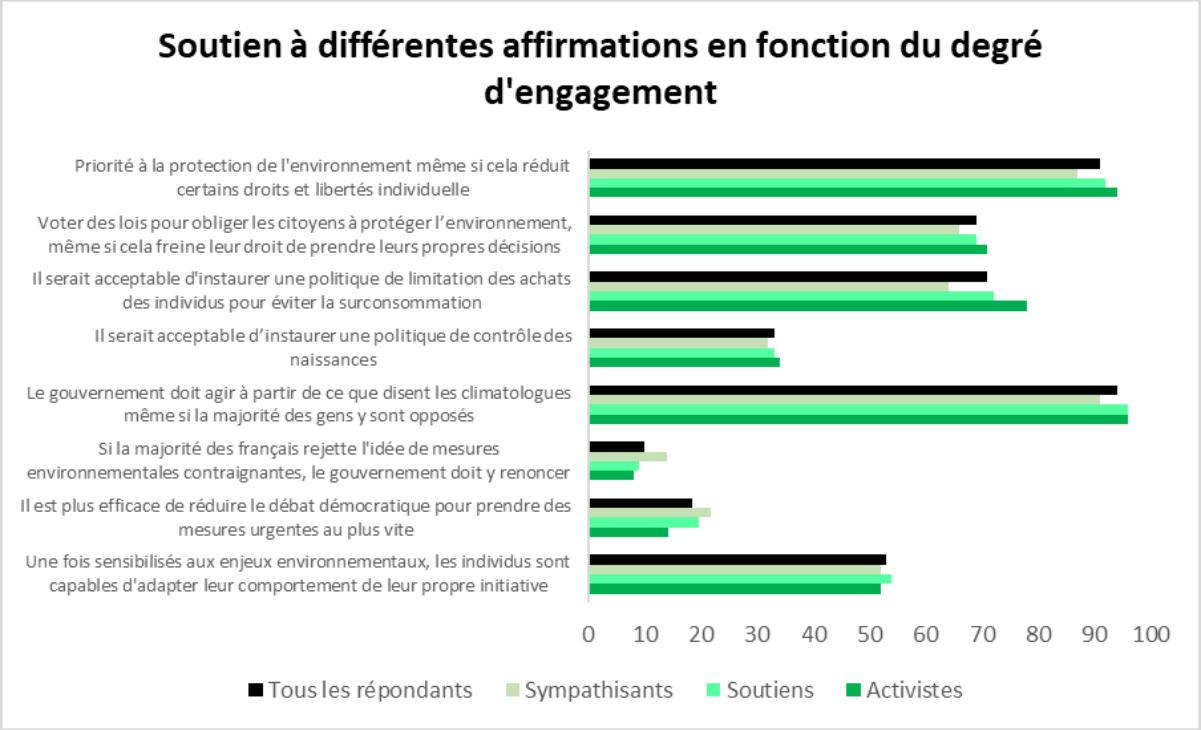
Pour autant, les répondants sont très nombreux à **reconnaitre l'existence d'inégalités environnementales.** Les trois quarts approuvent l'idée que les principaux responsables des problèmes environnementaux sont les plus riches. **A ce titre, seulement 32% des répondant sont satisfaits de la manière dont les discours écologistes s'adressent aux classes populaires à ce jour.**



Régulation des comportements et impasses démocratiques en contexte d'urgence

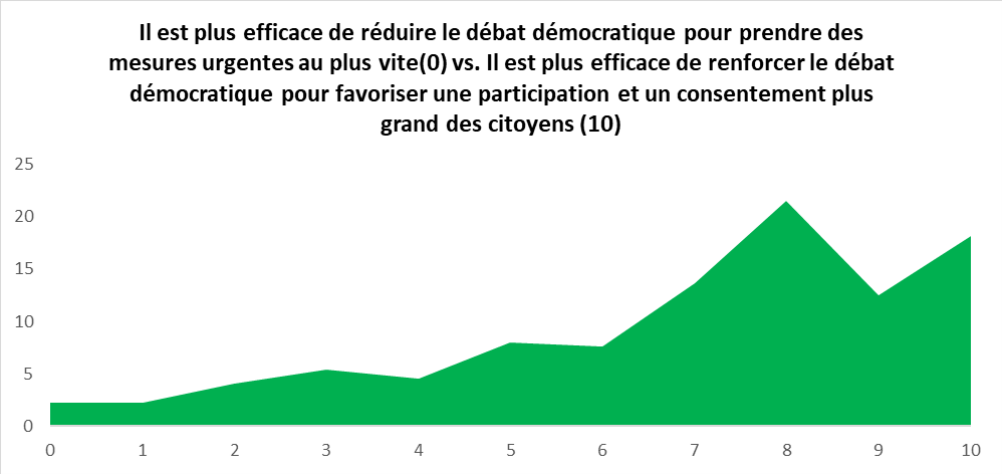
Quid de la démocratie et de l'état de droit face à l'urgence climatique et la radicalité des mesures à prendre ? Les arbitrages semblent assez très nets. 91% sont prêts à **donner plus d'importance à la protection de l'environnement qu'à la préservation de tous les droits individuels.** De même, 69% des répondants estiment qu'il faut légiférer pour obliger les citoyens à protéger l'environnement. En ce sens, 77% considèrent qu'il serait acceptable d'instaurer une politique de limitation des achats les individus pour éviter la surconsommation, et plus d'un tiers des répondants accepterait une politique de contrôle des naissances.

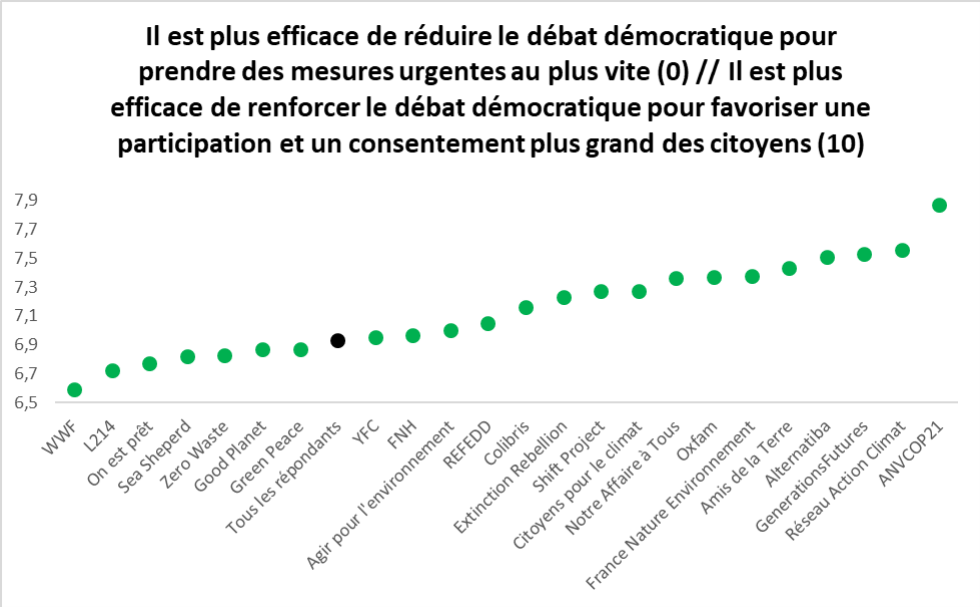
En termes de prise de **décision publique et de démocratie, les conséquences de la priorité à l'environnement se font également sentir**. Parmi les répondants, 94% estiment que le « *gouvernement doit agir à partir de ce que disent les climatologues, même si la majorité des gens y sont opposés* ». Si on inverse la question, il reste 89 % en désaccord avec l'idée que le « *gouvernement doit renoncer si la majorité des Français rejette l'idée de mesures environnementales contraignantes* ». En clair, la contrainte et le discours des experts peuvent et doivent s'imposer face aux libertés et à l'avis de la majorité.



Néanmoins, le **soutien aux mesures contraignantes s'apparente davantage à l'expression d'un sentiment d'urgence alimenté par l'argumentation scientifique qu'à une véritable adhésion à la « dictature verte** ». En effet, il n'y a pas d'engouement pour l'autoritarisme en tant que tel, les répondants aspirent davantage à rallier à leur cause par un travail d'éducation et de conviction. Ainsi, plus de la moitié des répondants pensent que « *si les individus sont correctement sensibilisés ils seront plus enclins à réadapter leurs comportements par eux-mêmes* ». De même, seulement peu adhèrent à l'idée qu'il serait plus efficace de réduire le débat démocratique pour prendre des mesures rapidement, plutôt que de prendre le temps de débattre pour susciter une adhésion volontaire. Sur une échelle de 0 à 10, 0 représentant l'efficacité des mesures urgentes au détriment du débat démocratique et 10 représentant l'efficacité du consentement du plus grand nombre qui passe nécessairement par le débat démocratique quitte à ce que cela soit chronophage, les répondants se situent en moyenne à 6,9, très peu d'individus préférant faire l'impasse sur la démocratie.

Cette tendance est assez générale et partagée par la plupart des répondants mais les plus **à gauche et les plus engagés sont particulièrement nombreux à se positionner sur le pôle démocratique de l'échelle**. Les différences par proximité associatives sont également faibles, mais on peut noter l'existence d'un petit gradient : ANVCOP21, le Réseau Action Climat, Générations Futures, Alternatiba ou les Amis de la terre, comptent ainsi parmi les proximités associatives pour lesquelles les répondants sont les plus intransigeants avec la démocratie.



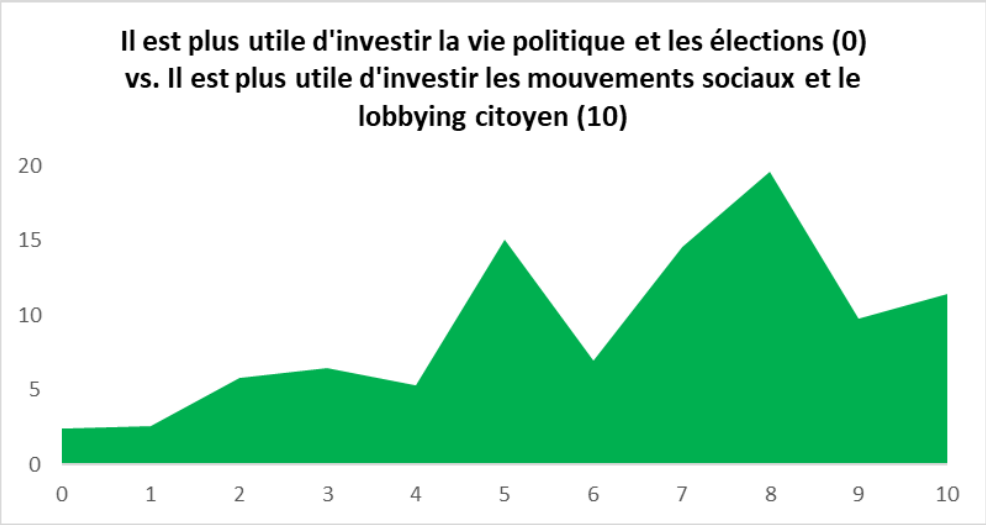


4- URGENCE CLIMAT : QUI DECIDE ? COMMENT AGIR ?

Une critique des institutions politiques traditionnelles située entre une aspiration pour le renouvellement démocratique et la légitimité des experts

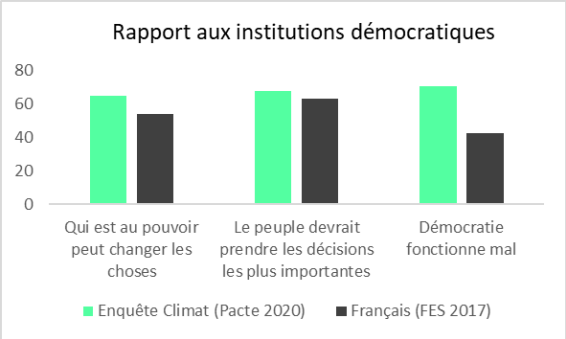
Fidèles à leur mode de mobilisation, les répondants sont **bien plus prompts à investir les mouvements sociaux** pour faire progresser les décisions publiques écologiques en France. Sur une échelle de 0 à 10, 0 représentant l'opinion selon laquelle il est plus utile d'investir la vie politique et les élections pour faire progresser la cause environnementale, et 10 l'opinion selon laquelle il est plus utile d'investir les mouvements sociaux et le lobbying citoyen, les répondants se situent à une moyenne de 6,3. Nombreux sont ceux à se positionner autour de 8, marquant nettement une préférence pour les mouvements sociaux et le lobbying citoyen. Une portion importante se situe sur une position médiane, pour allier les deux. Très peu préfèrent miser

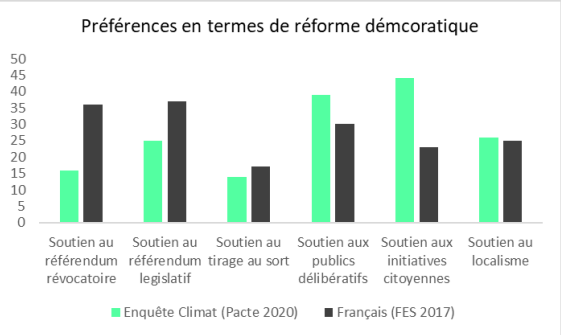
uniquement sur la vie politique et partisane. Cette appétence pour les mouvements sociaux plutôt que la vie partisane est très homogène chez les répondants.



La tendance se retrouve de manière **similaire quelle que soit l'orientation politique** (notamment pas de différence entre les individus « à gauche » et « très à gauche »), ou le **degré d'engagement environnemental** (de sympathisant à activiste). Les différences par **proximité associative** sont aussi relativement minimes. Sans surprise la majorité des individus qui déclarent une proximité avec une association privilégient l'investissement dans les mouvements sociaux plutôt que les partis politiques. Parmi les diverses associations, c'est particulièrement vrai pour les proches des Colibris (6,8), Extinction Rebellion (6,8), L214 (6,7), Alternatiba (6,7). **En revanche, le degré d'optimisme sur les marges de manœuvre des gouvernants influence fortement la préférence pour l'action via les mouvements sociaux ou via les partis politiques**. Ainsi, plus on pense que l'identité de la ou les personnes au pouvoir ne change rien aux décisions qui sont prises, plus on a tendance à promouvoir l'action par les mouvements sociaux, et inversement.

Sur ce point, les individus qui gravitent autour du mouvement climat sont **moins apathiques politiquement ou anti système que les français.** En effet, près de 65% pensent que « qui est au pouvoir » compte et peut changer les choses (contre 54% des français). Cependant, ça ne les empêche pas de m**anquer de confiance dans les acteurs politiques et de ne pas être satisfait du système institutionnel traditionnel existant**. Ainsi, ils considèrent en majorité que le système démocratique en France fonctionne mal voire très mal (à 70% contre 43% des français) et ils sont très nombreux à soutenir que le peuple devrait davantage être partie prenante dans les décisions politiques (à 68% contre 63% des français).





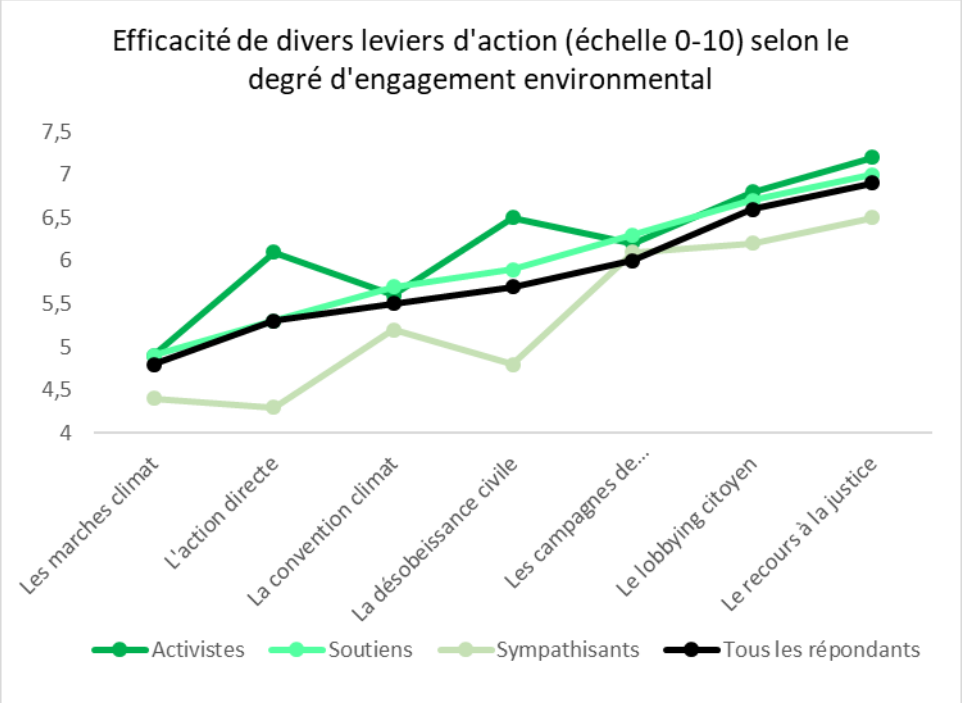
Quand on leur demande qui devrait décider de ce qui est meilleur pour le pays, les personnes interrogées font plus **fortement confiance aux experts** (43% contre 34% chez les français en général) et aux citoyens tirés au sort (34%, contre 18%), beaucoup moins aux députés élus (20%, contre 24%) ou au Président de la République (3% contre 18%). La préférence pour un gouvernement des experts semble reposer à la fois sur la défiance vis-à-vis des acteurs politiques et partisans traditionnels, la confiance dans la science et le sentiment d'urgence face à la crise précédemment évoqués. Par ailleurs, il faut probablement comprendre ceci au regard de la hiérarchie des problèmes à traiter. Les répondants avaient placé l'environnement largement en tête et ont pu juger que les experts sont souhaitables vis-à-vis de cet enjeu prioritaire, mais pas nécessairement sur tous les domaines de politique publique. On note d'ailleurs un **lien particulier entre la préférence pour les experts et la prise de décision discrétionnaire** : les répondants qui soutiennent un gouvernement des experts ont encore plus tendance que les autres à vouloir que le gouvernement se fie fortement aux climatologues plutôt qu'aux français et qu'il ne renonce pas si ces derniers ne le soutiennent pas.

En parallèle, la défiance vis-à-vis du système politique traditionnel amène aussi une partie des répondants à souhaiter approfondir la démocratie et le rôle des citoyens. A la question sur les différentes réformes qui pourraient être mises en place, celles qui reçoivent le plus large assentiment relèvent de la **démocratie participative et délibérative** : permettre aux associations de la société civile de faire des propositions de loi et de référendum, suivie par l'organisation de consultations avec des groupes de citoyens pour aider à évaluer les politiques publiques et prendre des décisions. Ces préférences se distinguent de celles des français, plus convaincus par la pratique du référendum, relevant d'avantage du contrôle des élus et de la démocratie directe.

Une tolérance pour la désobéissance civile, un pari sur les actions citoyennes

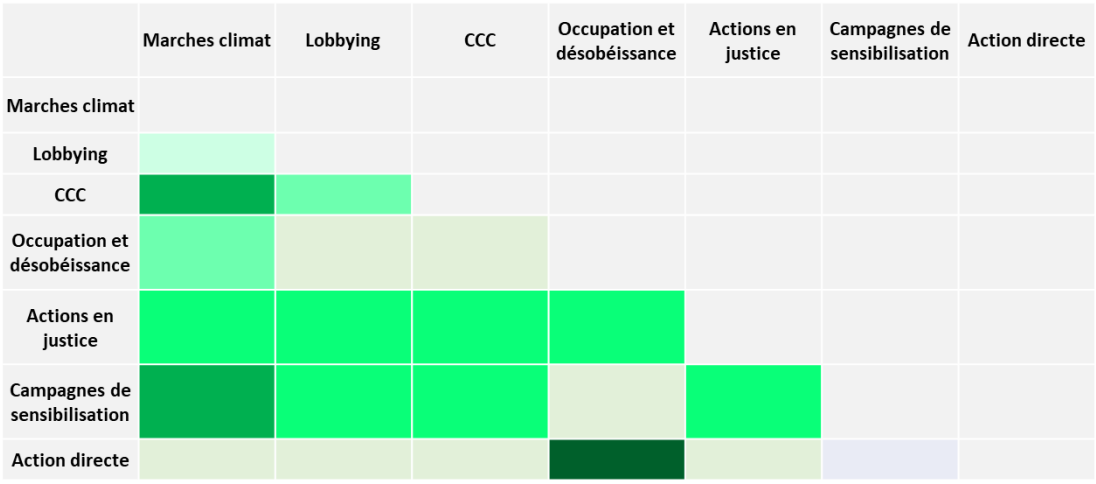
Face à un tel constat, quelles conclusions sont tirées pour l'avenir du mouvement climat par ses sympathisants ? Quelles méthodes adopter ? Le rapport particulier des militants du climat au système politique se matérialise dans le **soutien apporté à des mobilisations qui dépassent le cadre légal.** Ainsi, ils sont 70% à considérer que, pour défendre l'environnement, il faut savoir désobéir aux lois. Néanmoins, on mesure ici le poids des répondants les plus engagés face aux autres, moins ouverts à ces modes d'action. En effet, lorsque l'on a demandé aux répondants d'évaluer sur une échelle de 0 à 10, quels outils sont à leurs yeux les plus efficaces pour influencer les décideurs politiques, les activistes, ont beaucoup mieux noté l'action directe et la désobéissance civile.

En revanche, tous se retrouvent sur la méthode la moins utile : paradoxalement, c'est celle des marches. Peut-être est-ce parce qu'elles ont déjà été trop éprouvées depuis deux ans ? Quant à la convention climat, le plus faible espoir placé en elle n'est surement pas sans lien avec la déception face aux maigres reprises de ses conclusions dans la loi climat récemment votée. A l'inverse, on reconnait en creux le salut aux ONG qui portent un travail de lobbying et d'action en justices, des méthodes perçues comme bien plus effectives, l'Affaire du siècle ayant d'ailleurs justement récemment obtenu gain de cause et fait condamner symboliquement l'inaction climatique de l'État.



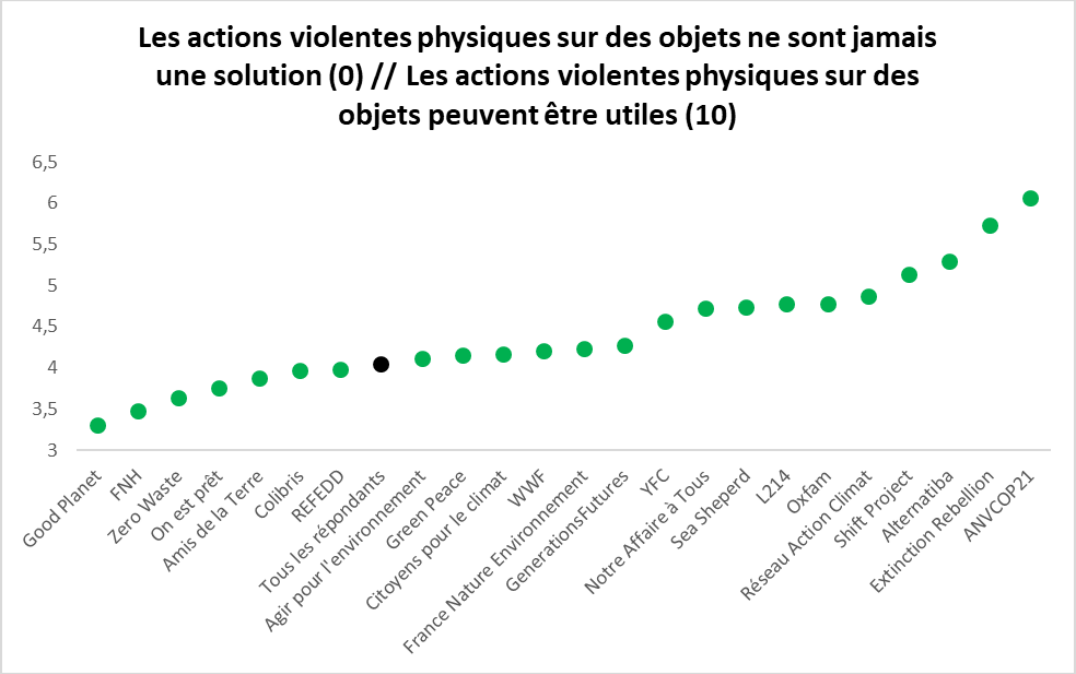
Pourtant, il n'y a pas d'opposition frontale entre les différents outils à disposition. Une autre manière de mieux représenter les associations envisagées, est de s'appuyer sur les

corrélations entre les réponses des répondants sur les différents outils proposés. Les coefficients de corrélations (plus la case est foncée, plus ils sont élevés) montrent bien que les répondants ont tendance à soutenir la plupart des outils, en misant sur la démultiplication des modes d'actions, à l'exception de l'action directe et de la désobéissance civile qui ne font pas l'unanimité et sont à part dans le répertoire d'action.



Un rapport à la violence très mitigé

Sur la quasi-totalité des dimensions de débats proposées aux répondants dans l'enquête, un consensus général transparait, et les oppositions s'établissent en majorité entre les modérés et les radicaux d'un même camp. La question de l'emploi de la violence en revanche, est plus tranchante. Sur une échelle de 0 à 10, 0 bannissant l'emploi de la violence physique sur des objet comme mode d'action, et 10, l'envisageant, la moyenne des répondants se situe à 4. Ils sont donc majoritaires à rejeter la méthode violente, mais de peu. Plus encore, lorsque l'on regarde le détail de la répartition des réponses, elles sont très étalées sur le continuum de 0 à 10, marquant une absence de consensus fort. L'ouverture aux méthodes violentes (sur des objets, la question de la violence sur des personnes qui est différente, n'a pas été posée), semble légèrement marquée par le degré d'engagement environnemental : plus on est activiste, plus on les envisage. Mais la distribution est encore plus marquée par l'orientation politique, et notamment la portion des répondants très à gauche tire la tendance de soutien aux méthodes violentes, quand les plus à droite ou les plus dépolitisés, tirent dans l'autre sens. Enfin, la question de la violence semble aussi marquer des oppositions entre les différentes organisations qui structurent le mouvement climat. Les proches de Good Planet, la Fondation Nicolas Hulot, Zero Waste, ou encore On est prêt, comptent parmi les plus opposés au recours à la violence, avec une moyenne bien plus basse que les autres sur le continuum. A l'inverse, les proches de Alternatiba, ANV-COP21 ou Extinction Rébellion y sont bien plus tolérants.



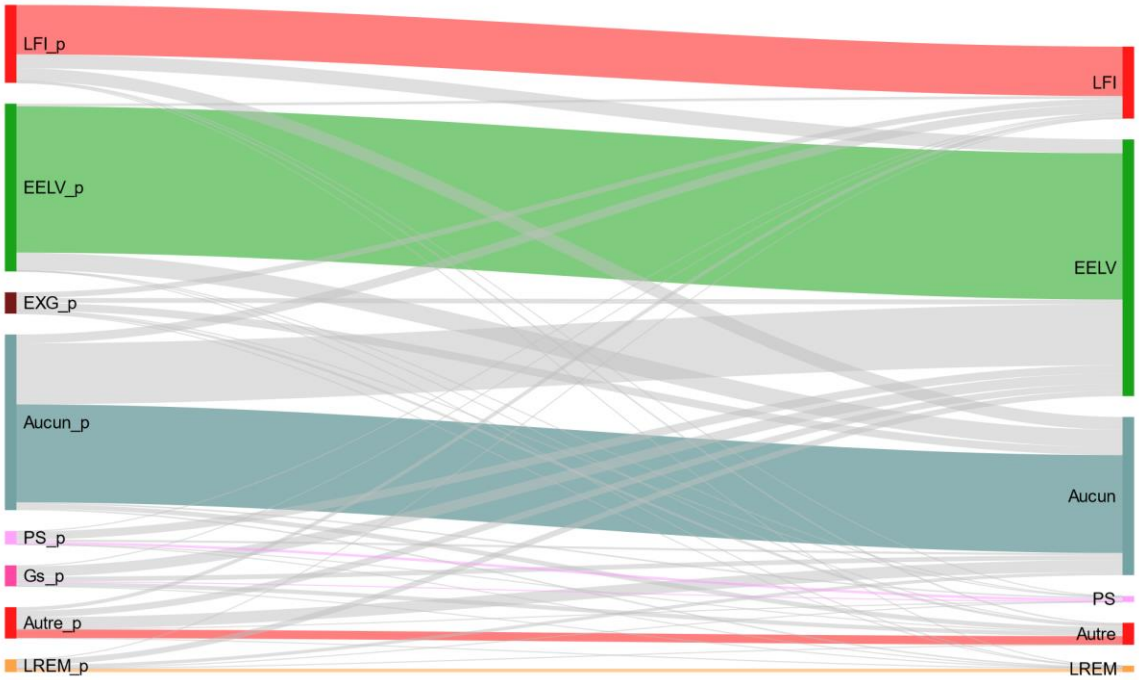
5- L'ESPACE DES POSSIBLES ÉLECTORAUX

On l'a vu précédemment, la vie électorale n'est pas le mode d'action le plus pertinent pour les sympathisants et activistes du mouvement climat, qui sont peu nombreux à envisager cette voie comme voie principale. Pourtant, des distinctions de préférences partisanes se font sentir, pointant des aires d'influence sous-jacentes, parfois jointes, et parfois bien indépendantes.

Le meilleur parti sur les questions environnementales

Une première façon de le remarquer est de sonder les proximités partisanes déclarées. Comme mentionné dans la section 2, les répondants se répartissent entre un tiers sans proximité, un tiers proche de EELV, un sixième pour LFI, et un sixième pour tous les autres partis cumulés, et notamment ceux classés à gauche ou l'extrême gauche (voir les proportions des catégories sur la gauche du diagramme ci-dessous). Une seconde façon, est de demander aux répondants quel parti serait le meilleur sur la question environnemental, l'enjeu principal derrière la mobilisation pour le climat. Avec cette perspective, la moitié des répondants met en avant EELV, un tiers aucun parti, un cinquième la France Insoumise pour l'essentiel (voir les proportions des catégories sur la droite du diagramme ci-dessous).

Liens entre la proximité partisane déclarée (à gauche) et le meilleur parti sur la question environnementale (à droite) selon les répondants



Globalement, les deux approches concordent et soulignent la centralité de EELV comme débouché partisan et électoral pour le mouvement climat, qui, rappelons-le, n'a pas vocation à s'engager dans la vie partisane. Elles illustrent également que s'il fallait caractériser le mouvement en terme partisan, il est constitué de trois segments bien distincts qui se mélangent peu : une aile apartisane, une aile type écologie politique, et une aile pour les partis de gauche, dont la France Insoumise est la principale représente.

Quel candidat pour 2022 ? Les 7 familles au sein du mouvement

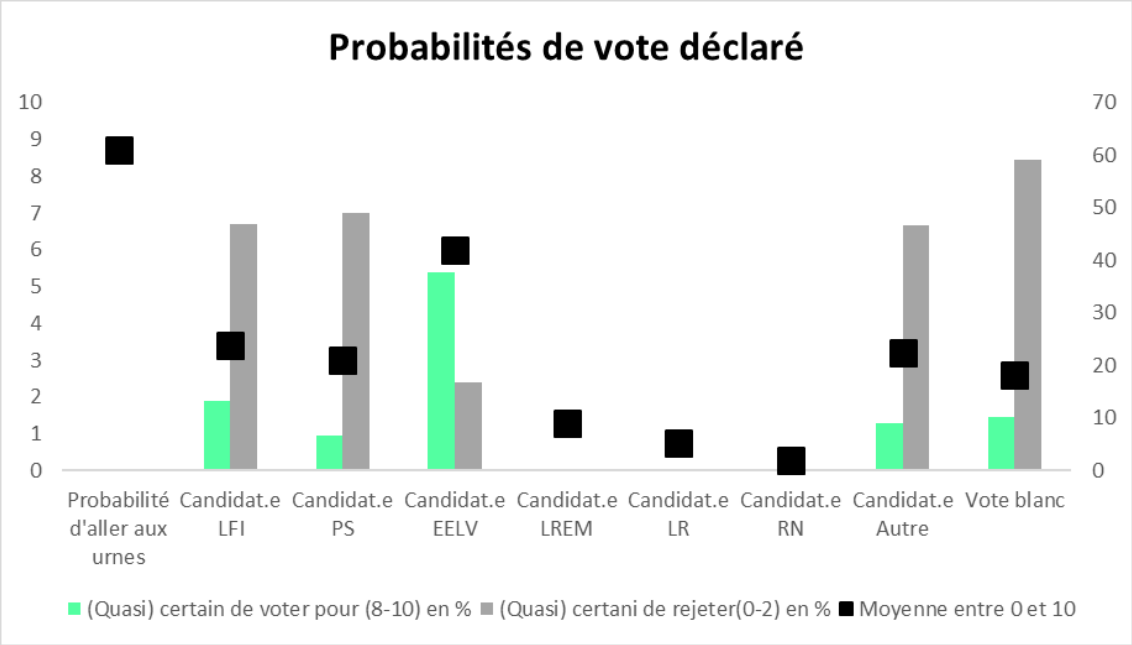
Que tirer comme enseignement pour l'élection présidentielle à venir ? Un dernier module de question permet d'obtenir quelques éclairages – telle que les répondants anticipaient leur choix au printemps 2021, soit à un an de l'échéance. Plutôt que le modèle classique des intentions de vote où le répondant est invité à déclarer une préférence unique parmi une liste de candidat, il était ici sollicité pour donner une note de probabilité entre 0 et 10 pour chaque candidat. Les candidats n'étaient pas nominatifs car peu de candidature étaient déclarées à cette date, mais surtout, pour la simple raison de ne pas rentrer dans les aléas des personnalités[7] et de bien mesurer le grand courant d'idée représenté par la famille politique.

[7] Précisément, il s'agit de ne pas tenir compte du résultat des primaires annoncées et du fait qu'il pourrait y avoir plusieurs candidat.es par famille politique

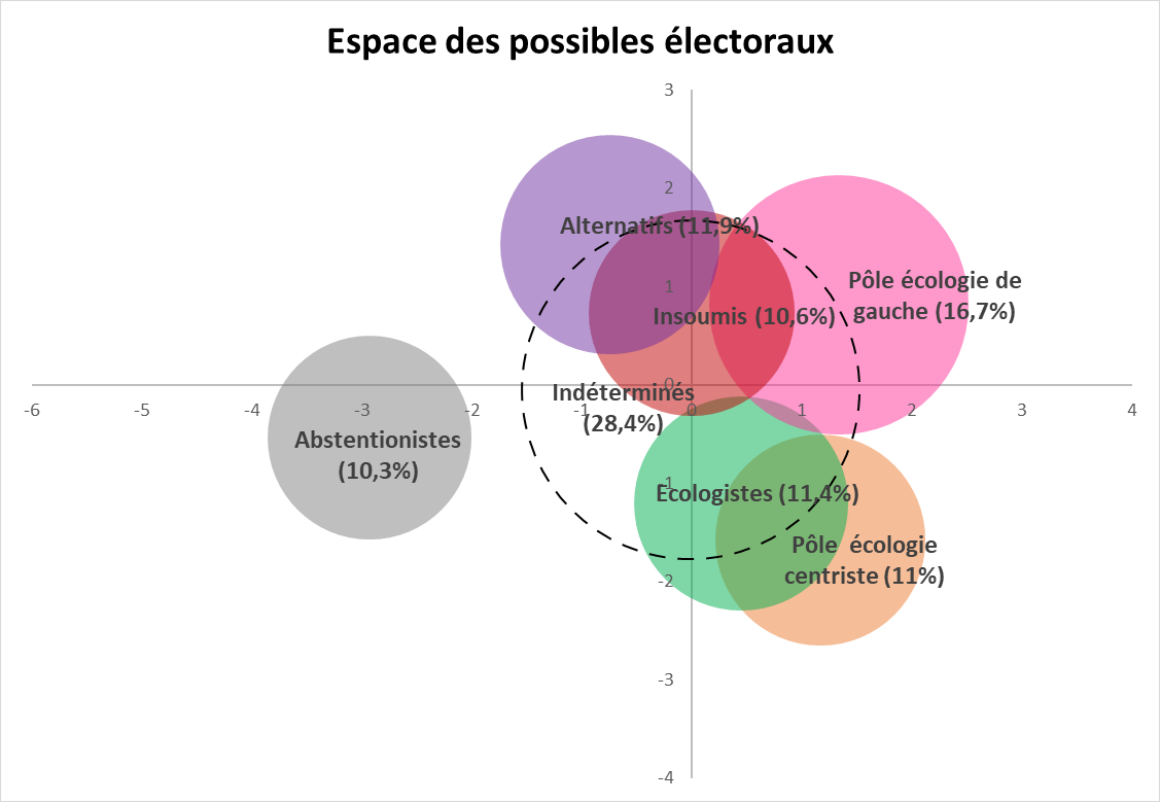
Au préalable, la probabilité de se rendre aux urnes tout court fourni un premier enseignement important. Ainsi, même si la majorité des répondants préfèrent investir les mouvements sociaux plutôt que la vie partisane, il n'en reste pas moins que ce sont des citoyens qui s'abstiennent peu. A un an du scrutin et sans connaitre précisément les programmes et les candidats à venir, 83,5% des répondants disent être certains ou quasi certains d'aller voter – soit la probabilité de au moins 8 sur 10. En moyenne, sur l'échelle de 0 à 10, la probabilité de se rendre aux urnes est de 8,7, donc très haute.

Mais pour qui voter ? De manière peu surprenante compte tenu de la faible présence d'individus proche de centre, de la droite ou de l'extrême droite parmi les répondants, les probabilités de voter pour des candidat.es qui représentent ces courants sont très basses, à raison de 1,3 sur 10 pour le ou la candidat.e LREM, 0,75 pour le ou la candidat.e LR et 0.27 pour le ou la candidat.e RN.

En revanche, pour le reste il y a peu de certitudes quant à la ou le candidat.e qui sera soutenu. Celui ou celle qui détient les probabilités les plus hautes à ce jour est le ou la candidat.e EELV, avec une moyenne de 6 sur 10, qui est élevée car le ou la candidat.e recueille à la fois une forte probabilité de vote et une faible probabilité de rejet : il ou elle fait partie de l'espace des possibles du plus grand nombre. Ce n'est pas le cas du ou de la candidat.e LFI ou PS, ou même de la candidature « autre » laissée ouverte.



Pour préciser, il est possible de regarder de manière croisée les probabilités de vote pour tous et toutes les candidat.es et cartographier l'espace des possibles électoraux, c'est-à-dire les sphères d'influence acquises, celles qui sont atteignables, et les recoupements entre les sphères d'influence[8]. Les différentes combinaisons de probabilités de vote, permettent de constituer sept catégories de répondants distinctes. D'abord, les « abstentionnistes » qui représentent 10% des répondants et se distinguent de tous les autres par une probabilité de se rendre aux urnes bien plus faible (4,3 sur 10). Ils sont peu intéressés par la politique, sans proximité partisane et en dehors de l'opposition gauche-droite. Il s'agit plutôt de classes populaires, ouvriers et chômeurs. Ils sont insatisfaits de la démocratie en France, souhaiteraient remettre les citoyens au centre et peu optimiste sur les marges de manœuvre au pouvoir. Ensuite, les « indéterminés » qui représentent 28% des répondants forment une catégorie à part parce qu'elle regroupe tous les individus qui ne sont pas suffisamment caractérisables pour être classés dans une catégorie typique. Elle est centrale sur le plan, car sans caractéristique particulière (car trop hétérogène), elle ne s'oppose à rien.



Viennent ensuite les cinq catégories restantes, très distinguables les unes des autres. La catégorie des « écologistes », regroupe tous les individus qui sont fondamentalement

[8] On l'obtient par la méthode de l'analyse en composante principale de toutes les probabilités de vote (à l'exception de celles pour les candidat.es de droite qui sont trop peu nombreuses et donc exclues de l'analyse), suivi d'une classification ascendante hiérarchique pour constituer une typologie, ici en sept classes.

caractérisés par l'écologie politique. Ces individus ont des probabilités des forte de voter pour EELV (8,2 sur 10). Ils sont proches de EELV et sont en faveur des alliances avec tous les autres partis écologistes, avec une ouverture tolérée seulement pour le PS. Ces personnes se définissent en majorité « à gauche », et ne soutiennent pas le mouvement des Gilets jaunes. On retrouve parmi les associations les plus proches Greenpeace, la FNH, OEP et ZeroWaste. Enfin, pour ces individus, qui est pouvoir compte beaucoup. Ils sont globalement satisfaits par la manière dont les institutions démocratiques fonctionnent, mais aimeraient que les experts prennent plus de place dans les décisions.

L'appétence directe pour LREM est faible chez les répondants comme on a pu le voir à partir des proximités partisanes ou des probabilités de vote. Pour autant, une catégorie de répondants proche de EELV peut servir de pont avec LREM (et le PS) pour former un « pôle écologie centriste ». Ils représentent 11% des répondants, avec des probabilités de vote pour LREM (5,6), le PS (4,5), et EELV (6,5) assez proches. Logiquement, ces personnes signalent qu'ils aimeraient que EELV fasse des alliances avec LREM et le PS, mais surtout pas avec LFI. Ces individus se défissent au centre, et contre les Gilets jaunes. Ils sont nombreux à être très jeunes (moins de 25ans), proviennent de classes plutôt aisées et le mouvement climat représente un premier engagement. On retrouve parmi les associations les plus proches WWF, OEP, GoodPlanet. Enfin, pour ces individus, comme pour les écologistes », qui est pouvoir compte beaucoup. Ils sont globalement satisfaits par la manière dont les institutions démocratiques fonctionnent, mais aimeraient que les experts prennent plus de place dans les décisions même s'ils sont satisfaits du rôle prépondérant du Président.

A l'opposé des « écologistes » et du « pôle écologie centriste », on trouve deux autres catégories qu'ils s'affirment bien plus à gauche, mais suffisamment distinctes l'une de l'autre pour exister séparément. Les « insoumis » représentent aussi près de 11% des répondants. Il s'agit d'individus qui ont une forte probabilité d'aller voter pour le candidat insoumis comparé aux autres (7,7 sur 10), une probabilité même supérieure que pour EELV. Ils ne rejettent pour autant pas le parti écologiste et plaident pour des alliances avec celui-ci, mais surtout pas avec LREM. Les personnes qui constituent cette catégorie déclarent ouvertement une proximité avec LFI et se positionnent « très à gauche ». Pour beaucoup, ils ont un historique militant antérieur au mouvement climat, soutiennent les Gilets jaunes, voire ont participé directement au mouvement. On retrouve ici des proches de XR, Alternatiba, Oxfam, les Amis de la Terre et ANV-COP21. Ils sont globalement insatisfaits de la manière dont les institutions démocratiques fonctionnent en France, souhaiteraient que les citoyens aient plus de place dans les décisions politiques, mais sont confiants dans le fait que la bonne personne au pouvoir peut changer la donne.

Proches mais distincts, les « alternatifs » représentent près de 12% de l'échantillon. Ils ont une forte probabilité d'aller voter, mais contrairement aux autres, ils ont tendance à davantage envisager le vote blanc (6,6 sur 10) ou bien un autre candidat que les principaux mentionnés (6 sur 10). Ce sont des individus très à gauche, proches du NPA ou bien au contraire des individus qui ne se reconnaissent pas dans l'opposition gauche-droite et qui n'ont aucune proximité partisane. Ils sont en revanche très proches des Gilets jaunes et pour beaucoup ont aussi un passif militant. On trouve ici une surreprésentation d'individus qui proviennent des classes populaires, mais relativement jeunes (25-34 ans). Les associations proches citées sont XR, Alternatiba, les Colibris, Sea Shepherd ou encore L214. Enfin, ils partagent avec les insoumis un diagnostique pessimiste sur le fonctionnement des institutions, aimeraient aussi que les citoyens soient plus partie prenante, mais contrairement aux insoumis, ils sont pessimistes sur les chances de changer les choses par la voie traditionnelle : pour eux, peu importe qui est au pouvoir, cela ne change rien.

Reste une dernière catégorie, un peu plus importante numériquement avec près de 17%. Sa position est intermédiaire par rapport aux « insoumis » et les « écologistes ». Elle partage avec le « pôle centriste », le fait de rassembler des individus très partagés dans leurs choix électoraux, exceptés qu'ici cela se passe uniquement au sein de la gauche. Les individus de cette catégorie déclarent des probabilités de vote très éclatées entre le PS (5,8), EELV (8), LFI (5,5), et même un éventuel autre candidat (5,7). Les proches de EELV et de Générations sont surreprésentés, et ils sont largement favorables aux alliances avec LFI et le PS, mais pas LREM. Les membres sont très liés au milieu associatif, avec des proximités avec toute la palette des organisations du mouvement climat. Enfin, ils sont moyennement satisfaits du fonctionnement de la démocratie en France, et certains que la personne au pouvoir peut changer les choses.

6- L'ENVIRONNEMENT, UNE QUESTION GENRÉE ?

On l'a vu, deux tiers des répondants à l'enquête sont des répondantes (67%). Mais au-delà de la plus forte propension des femmes à répondre à l'enquête – ce qui peut aussi refléter dans une certaine mesure la présence féminine un peu plus forte sur les réseaux sociaux où l'enquête a été distribuée – il reste à interroger d'éventuelles distinctions dans les opinions et comportements déclarés des hommes et des femmes dans notre enquête. Dans cette section nous comparons les deux sous-groupes dans cet objectif. Sur de très nombreux indicateurs présentés précédemment, il existe peu de différences genrées dans les attitudes à l'égard de l'environnement. Néanmoins, quelques écarts ténus peuvent être présentés.

Si l'on s'en tient à se seul critère du genre, on note que par rapport aux hommes, les femmes répondantes sont plus modérées. Elles se positionnement plus que les hommes « à gauche » (44% contre 37%) et « proche EELV » (34% contre 27%), quand les hommes se positionnent plus que les femmes « très à gauche » (23% contre 18%) et « proche France insoumise » (18% contre 13%). Les hommes ont aussi une plus forte propension à soutenir des modes d'actions tels que la désobéissance civile (50% contre 42%) voire les actions violentes (25% contre 14%). Les femmes quant à elle sont plus nombreuses à être novices en termes d'engagement politique et protestataire et proviennent davantage du milieu associatif (63% contre 59%). En revanche, ces dernières sont plus investies dans les écogestes et croient d'avantage aux vertus de l'auto-organisation et des initiatives individuelles.

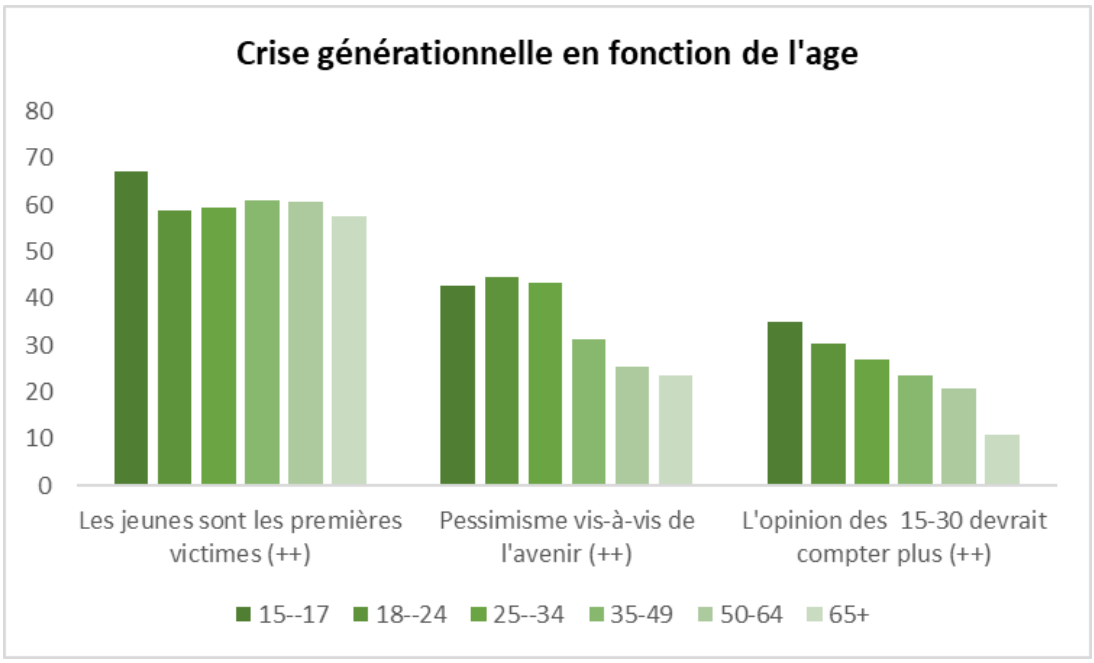
L'intérêt pour la politique distingue aussi les hommes et les femmes, ces dernières déclarant un niveau bien plus bas (59% contre 77%). Tous s'informent sur les questions environnementales, mais pas toujours par les mêmes canaux : les femmes accordent d'avantage d'attention aux discours des ONG et de leurs proches alors que les hommes ont une plus grande tendance à se tourner vers des discours scientifiques ou des médias spécialisés. Pour autant, les femmes semblent davantage touchées par la crise écologique : elles sont plus pessimistes (78% contre 72%) et plus sensibles à au risque de l'effondrement (88% contre 81%). Autre particularité, les femmes lient davantage la tendance des humains à vouloir dominer la nature avec celle du sexisme et du patriarcat (76% contre 62%). Elles sont plus nombreuses également à penser qu'une femme au pouvoir gèrerait mieux la crise écologique qu'un homme (41% contre 30%).

Lecture : Par rapport aux hommes, les femmes déclarent plus de proximité avec EELV (+7pts)

7- L'ENVIRONNEMENT, UNE HISTOIRE DE GÉNÉRATION ?

La jeunesse est un autre critère caractéristique de nos répondants en général, avec une moyenne d'âge à 35ans, un quart des répondants dans la tranche 15-24ans. Pour autant, les autres groupes d'âge sont malgré tout présents, et il est intéressant d'observer d'éventuels différences entre les réponses des plus jeunes et des plus âgés pour deux raisons : les plus âgés témoignent d'un côté d'un engagement sur plusieurs décennies, en ayant été un temps précurseur. Les plus jeunes quant à eux font partie d'une génération qui n'ont pas eu à convaincre sur la nécessité de s'intéresser aux questions environnementales, mais qui doivent pousser pour en faire un problème prioritaire au moment où les conséquences du réchauffement climatique se font sentir et vont avoi run impact au cours de leur vie.

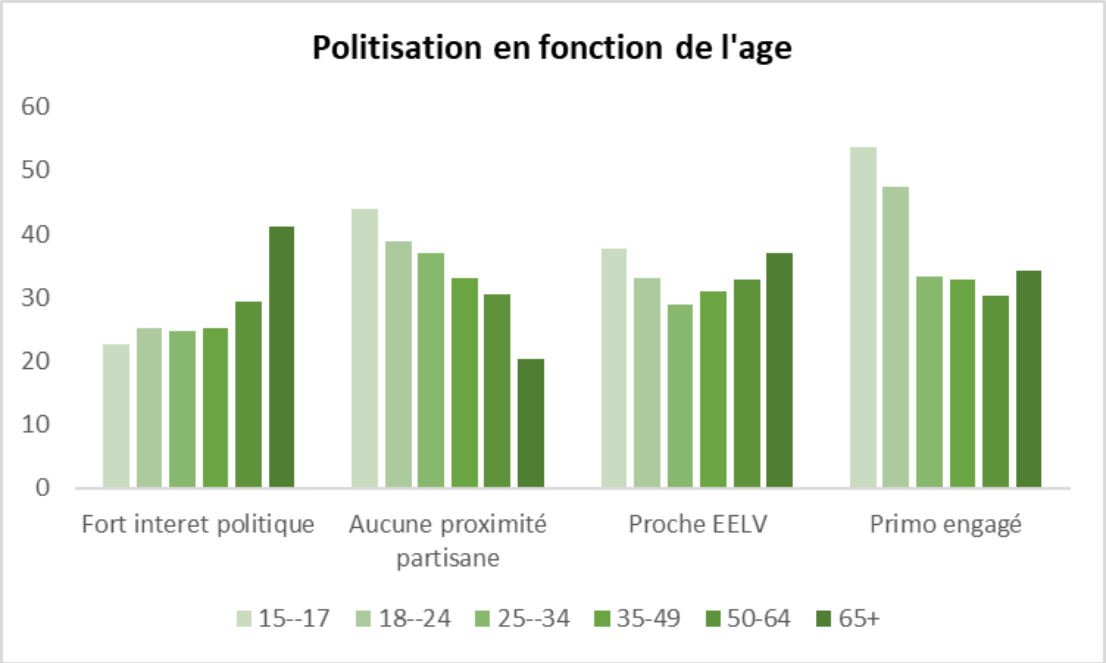
Sur de très nombreux indicateurs présentés précédemment, il existe peu de différences générationnelles dans les attitudes à l'égard de l'environnement. Néanmoins, quelques écarts ténus peuvent être présentés. D'abord, si tous les groupes d'âge s'accordent majoritairement à dire que les plus jeunes aujourd'hui sont « les premières victimes de décisions prises par les générations précédentes », les 15-17ans s'inscrivent davantage encore dans cette lecture des responsabilités. Par ailleurs, même au sein d'une population qui regroupe les individus les plus sensibles aux effets de la crise climatique et les plus propices à en attribuer la faute aux moins jeunes, quelques éléments d'opposition générationnels existent. Notamment, les plus jeunes sont bien plus pessimistes sur la capacité de la collectivité à réagir à temps, ils sont aussi plus ouverts à l'idée de laisser de coté le principe démocratique un Homme = une voix dans les décisions qui concernent l'environnement, pour que la voix des plus jeunes pèse plus – dans l'idée que ce sont eux qui affronteront les défis à venir. Le soutien reste minoritaire dans l'ensemble, mais relevons qu'un tiers des plus jeunes serait d'accord avec cette idée sans qu'elle n'ait été trop partagé ou défendue encore dans le débat public, contre 10% seulement des plus âgés.



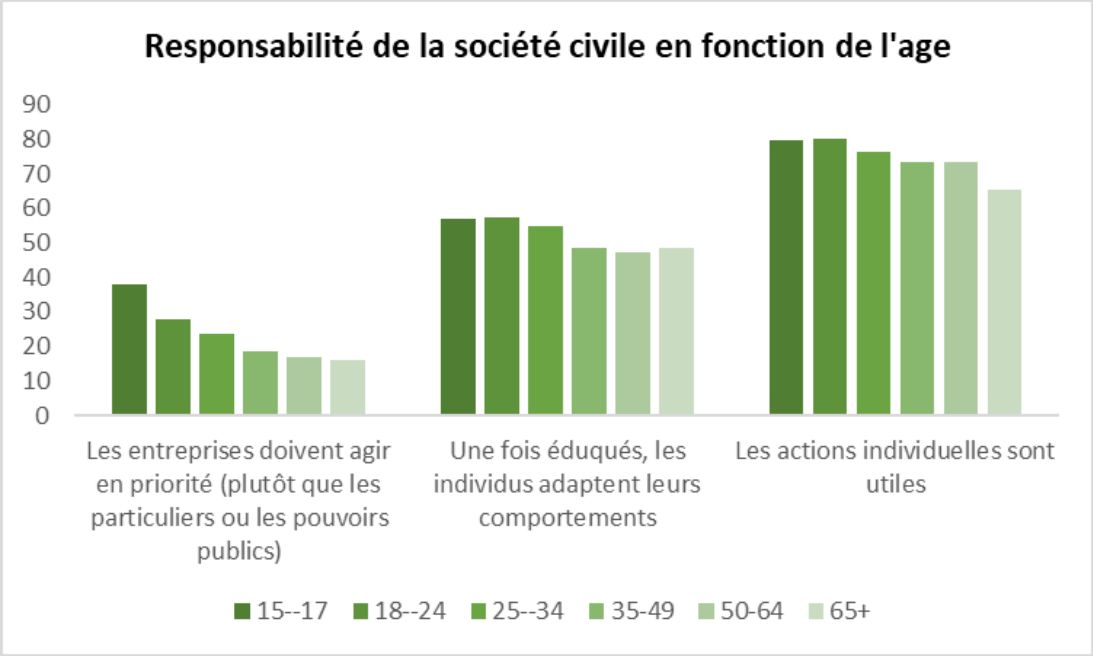
Avec une conscience écologique très développée et un sentiment de crise prépondérant, les plus jeunes sont en revanche plus distants du jeu politique traditionnel – à l'image des jeunes de la société française dans son ensemble. On peut voir ainsi que l'intérêt pour la politique est globalement plus élevé dans toutes les catégories d'âge que dans la population française, un résultat dû au fait que la mobilisation au sein d'un mouvement social participe de la politisation ; pour autant, si l'on regarde non pas l'intérêt politique

mais le fort intérêt politique (les réponses « très intéressé »), il est bien lié à l'âge : plus on est jeune, moins il y a fort intérêt.

Plus probant encore, plus on est jeune moins on a tendance à déclarer une proximité partisane, signe du rejet croissant des partis dans les nouvelles générations et de l'écart entre l'activité politique pour défendre une cause et l'engagement sur le terrain de la compétition politique et partisane. Une exception notable reste la proximité déclarée à EELV, particulièrement forte chez les plus jeunes. Nous manquons ici de données pour préciser le sens à ce soutiens accru, et notamment s'il s'agit d'un soutien motivé par l'offre programmatique du parti écologiste, ou bien un soutien par symbole pour des jeunes citoyens pour qui EELV cristallise la défense d'un enjeu plus que de mesures particulières.

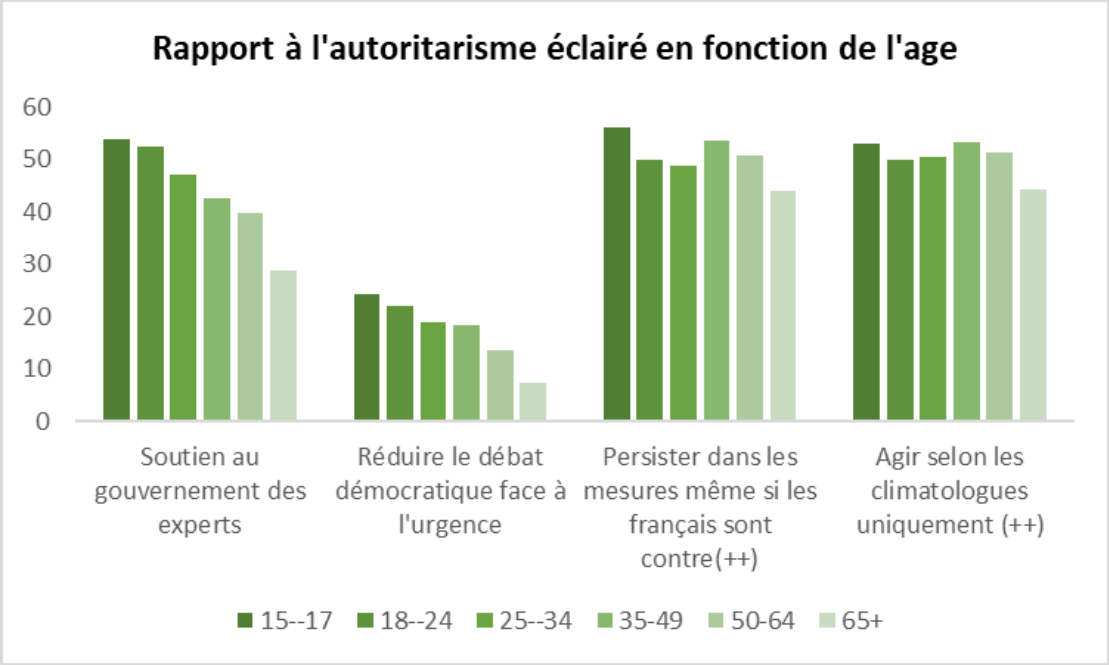


Plus dans l'urgence, et moins politisés, les jeunes ont tendance plus que les autres à se tourner vers des solutions qui sortent la gestion de la crise environnementale du débat politique. D'une part, si l'engagement autour d'actes individuels est valorisé par tous, cela est encore plus vrai chez les plus jeunes. Ils ont aussi plus d'espoir que par le biais de l'éducation, davantage puisse être atteint encore à travers les comportements individuels. De plus, les plus jeunes valorisent bien plus que les autres l'engagement des entreprises en soutenant l'idée que ce sont elles qui devraient agir en priorité, quand les plus vieux attribuent davantage cette responsabilité aux pouvoirs publics.



Autre élément de dépolitisation, les plus jeunes considèrent un peu plus que les autres groupes d'âge qu'il ne faut pas laisser les mesures environnementales pâtir des aléas politiques. Tous les répondants à l'enquête soutiennent très fortement l'idée que les politiques devraient prendre leurs décisions sur la base de ce que disent les climatologues, et qu'ils devraient mener à bout les réformes nécessaires y compris contre l'avis des français. Mais les plus jeunes font un pas supplémentaire en étant davantage prêts à sacrifier quelques garanties démocratiques. Ainsi, lorsqu'on interroge les répondants sur la meilleure manière de prendre les décisions politiques dans le pays, 45% d'entre eux préférèrent accorder leur confiance aux experts, plutôt qu'à des élus ou au peuple, ce qui représentent déjà 10 points de plus que dans la population française. Pourtant, le segment le plus jeunes des répondants creuse encore plus l'écart, avec 53-54% de soutiens chez les 15-24ans. A l'opposé, les plus de 65ans sont seulement 29% à y être favorable, soit presque moitié moins.

Dans cette même logique, les jeunes ont un rapport spécifique à l'efficacité de la prise de décision en démocratie. Dans l'ensemble, la majorité des répondants, les jeunes y compris, favorisent plutôt la patience et l'exercice démocratique, jugeant plus efficace de prendre le temps de convaincre tout le monde des réformes à entreprendre face à la crise écologique, quitte à ce qu'elles soient prises tardivement. Néanmoins, la position inverse qui valorise les prises de décisions les plus rapides quitte à s'émanciper du débat démocratique, est soutenue par 18% des répondants. Parmi les jeunes, ce soutien est encore plus présent : 22 à 24% des 15-24ans choisiraient cette option dans ce dilemme.



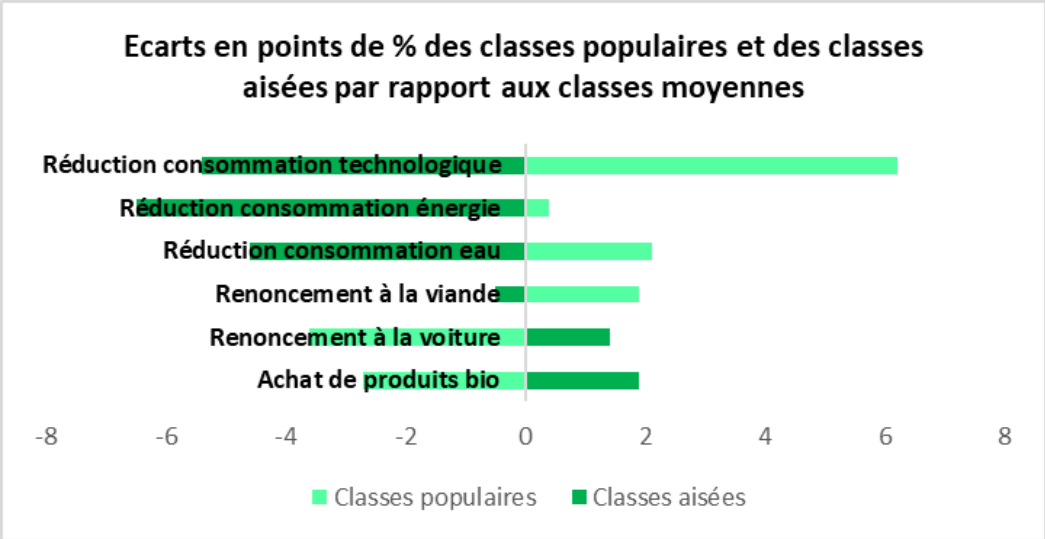
8- L'ENVIRONNEMENT, UN NOUVEL ENJEU SOCIAL ?

A l'aide des informations sur le revenu net mensuel par foyer et la composition du noyau familial, nous avons pu reconstituer le niveau de vie des répondants, en les classants en trois catégories, aisées, moyennes et populaires et nous rendre compte que malgré la majorité de cadres parmi nos répondants (52%) et de diplômés du supérieur (70%), la proportion de répondants aisés[9] ne dépasse pas les 13% des répondants actifs professionnellement, le reste se répartissant à part égale entre les classes moyennes et populaires – au sens monétaire. Néanmoins, peut-on observer des pattern d'opinions et comportements différents entre le segment le plus aisé du mouvement climat et celui dont le niveau de vie est le plus bas ? Quelques différences sont bien notables.

Pour commencer, le rapport aux éco-gestes s'échelonne entre ces groupes. D'un côté, les individus dans les foyers au niveau de vie les plus faibles, déclarent bien plus faire d'efforts de réduction de consommation, que cela concerne les ressources en eau, en énergie ou en technologie. Ils renoncent à la viande également d'avantage. En somme, il sont plus de facilité à pratiquer des écogestes qui sont aussi certainement en phase avec la nécessité de réguler les dépenses. Les plus aisés en revanche font moins d'effort sur ces aspects, même dans cette population de répondants très sensibilisés à la cause environnementale, ce qui reflète les récentes études sur le niveau des empreintes carbones en fonction du degré de richesse. En revanche, pour ce qui concerne les pratiques alternatives, tel que l'achat de produit bio ou le renoncement à la voiture à la

[9] Par exemple au-dessus de 2300€ de revenus pour une personne seule, ou de 5900€ pour un couple avec deux enfants, selon les critères de l'observatoire des inégalités

faveur d'autres modes de transports, les plus aisés devancent les autres groupes. Ces alternatives qui représentent un coût, sont nécessairement moins adoptées par les plus aisés.



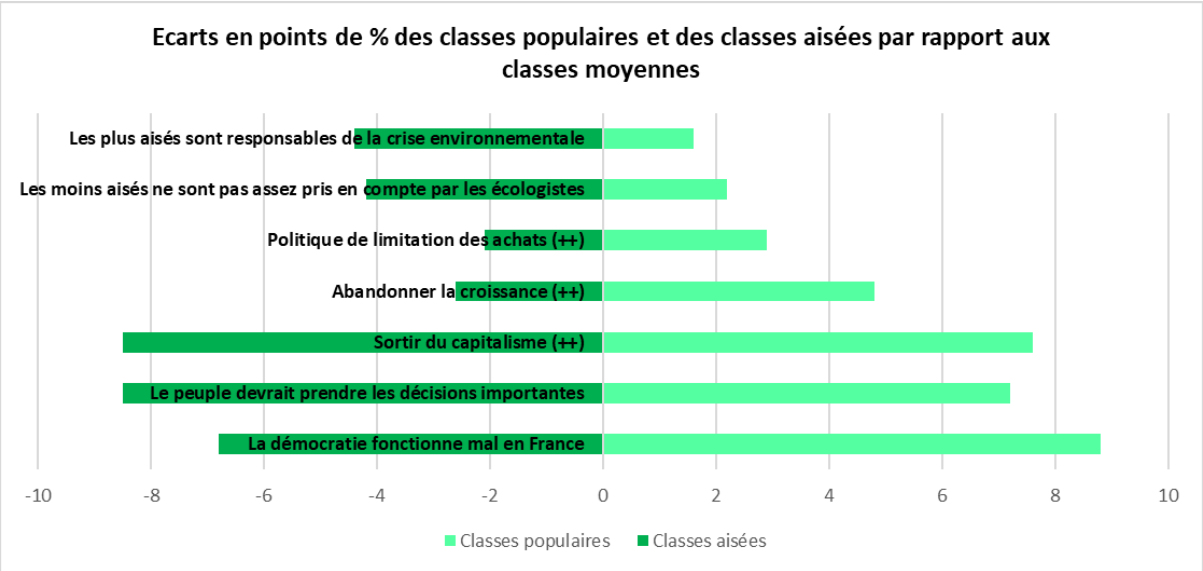
Lecture : par rapport au classes moyennes, les classes populaires achètent moins de produit bio (-3pts), alors que toujours par rapport à ce point de référence, les classes aisées en achètent plus (+2pts). Au total, les classes populaires achètent donc moins bio que les classes aisées (-5pts).

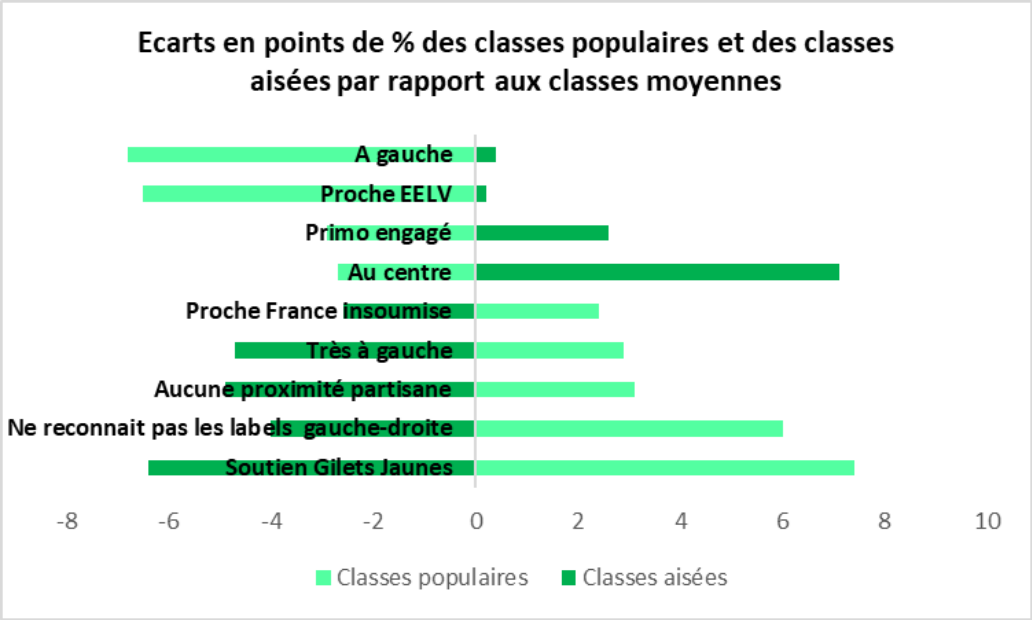
Sur le plan des opinions et préférences également, on peut noter des écarts parfois importants entre les individus avec un niveau de revenu limité et les individus les plus aisés. Sur le diagnostique de la situation par exemple, 75% des répondants considèrent que les plus aisés sont responsables de la crise environnementale, un très fort taux qui implique que mêmes les plus aisés des répondants partagent également ce constat. Pour autant, des écarts de niveau existent : 71% des plus aisés sont d'accord, pour 77% des plus populaires. De la même façon, une forte majorité de répondants concède que jusqu'à présent les discours écologistes ont insuffisamment pris en compte les foyers les plus modestes dans la formulation de projet politique (59%). Mais parmi eux, c'est le cas de 55% des plus aisés, contre 62% de ceux qui ont un faible niveau de vie, soit +7points pour les personnes directement concernées par ces problématiques.

En termes de préférence économique, les répondants sont presque unanimes sur la nécessité de sortir du capitalisme et d'abandonner l'objectif de croissance, pour pouvoir réorganiser un modèle économique et social compatible avec les impératifs écologiques. Si tous s'accordent sur la direction, il existe des divergences sur la force de la conviction : 60% est tout à fait d'accord avec l'abandon de la croissance et 52% est tout à fait d'accord avec la nécessité de sortir du capitalisme. Parmi les plus radicaux, les plus aisés sont sous représentés, quand les plus modestes sont surreprésentés. En effet, il y a un écart respectivement de +7pts et +16pts d'accord de la part des plus modestes par rapport aux plus aisés. De la même manière, les plus modestes sont plus favorables que les plus aisés à la mise en œuvre de politiques de limitation de la consommation de la part de l'État, ce qui renvoi aux écarts déjà constaté sur les écogestes, les plus modestes y sont

probablement plus favorables parce que les excès de consommation sont moins fréquents chez eux.

Notons enfin que sur un autre registre, politique et démocratique cette fois, le segment le plus modeste du mouvement climat est à l'image des français les plus modestes : la propension à être insatisfaite de la manière dont les institutions politiques et démocratiques fonctionnent y est plus importante, tout comme le souhait de remettre le peuple, les citoyens, au cœur de la prise de décision plutôt que de toujours recourir aux représentants élus. Le segment le plus aisé du mouvement climat, là encore à l'image des plus aisés en France, est plus hostile aux velléités de démocratie directe, et moins critique du fonctionnement des institutions actuelles.



Pour finir, les opposions entre les plus aisés et les plus modestes au cœur du mouvement climat recoupe en partie une opposition politique. Ainsi, si la très grande majorité des répondants se réclament de la gauche, la gauche modérée cohabite avec une gauche plus radicale et les modérés sont davantage des catégories aisées, alors que les plus radicaux se trouvent parmi les plus modestes. En effet, on mesure que ceux dont le niveau de vie est le plus bas se classent moins à gauche (-6pts) et se réclament moins de EELV (-6pts) que les autres répondants. A l'inverse, les plus aisés se reconnaissent beaucoup dans ces étiquettes, et se démarquent même par une proximité accrue avec le centre (+7pts par rapport aux classes moyennes et + 10pts par rapport aux classes populaires). En parallèle, les plus modestes se classent soit « très à gauche » (+3pts par rapport aux classes moyennes et +8pts par rapport aux classes aisées) soit rejettent l'opposition gauche droite (+6pts par rapport aux classes moyennes et +10pts par rapport aux classes aisées). En lien, ils sont soit plus proches la France Insoumise que les autres répondants, soit ont une plus grande propension à rejeter tous les partis. Enfin, le pont avec le

mouvement des gilets jaunes, qui s'articule autour du slogan « fin du monde, fin du mois », est bien plus fort dans le segment modeste du mouvement climat, avec un soutien à 64%, contre 50% chez les plus aisés.